Au Congrès de Lille | QUI VEUT LA GUERRE ?

La F. A. définit le 3me Front pour la Paix

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 269
VENDREDI 18 MAI 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

A Paris Pékin et Tokyo Union des exploiteurs

la lutte des hommes exemplaires

Lille On a longtemps cru que les anarchistes étaient des rêveurs, des utopistes sans aucun contact avec le réel. Au siècle dernier, lorsque Proud'hon défendait le Fédéralisme contre le Centralisme, lorsque Bakounine prédisait les conséquences totalitaires du soi-disant « Socialisme » étatique, ils pouvaient sembler à certains lutter contre des fantômes. Marx, aux jours autoritaires de sa théorie, paraissait beaucoup plus réaliste.

Mais voilà que la réalisation du sombre pronostic des anarchistes du siècle dernier a renversé les anciennes apparences. Le totalitarisme bureaucratique des Etats soi-disant socialistes prouve que les rêveurs sont ceux qui croient à un « Sauveur Suprême », à un « Tribun » bienfaisant pour les conduire à la Terre promise. Ils se bouchent les yeux pour ne pas voir que leur Paradis futur n'est qu'un Enfer. Au contraire, les lucides, les réalistes, ceux qui jugent objectivement des choses, sans illusion, mais avec calme et espoir, ce sont les anarchistes, qui ont toujours répété que seuls les travailleurs pouvaient libérer les travailleurs. Les politiciens, même « ouvriers », ne sont que des bureaucrates hypocrites. C'est ce qu'a démontré et confirmé notre Congrès qui vient de se dérouler à Lille. Les débats furent vifs, les positions âprement discutées et défendues, les réalisations de l'année écoulée minutieusement analysées et, après un effort considérable consenti par tous les délégués pendant trois jours, le Congrès s'est clairement prononcé :

Notre position 3e FRONT a été, une fois de plus, définie et ratifiée.

Notre COMBAT OUVRIER a vu se préciser encore ses modalités tactiques.

Notre COMBAT PAYSAN doit, maintenant, s'intensifier encore et il le peut, la présence des délégués paysans du Midi et du Sud-Ouest l'a démontré.

Notre COMBAT SOCIAL, fidèle à la pensée anarchiste, s'orientera, une fois de plus, contre la structure parlementaire et en faveur de l'éducation gestionnaire des masses.

Notre COMBAT « JEUNES », dans les A. J., les ateliers, les usines, les chantiers, les universités et les écoles s'intensifiera encore par l'application des méthodes révolutionnaires.

Que les militants n'oublient pas ceci : l'Histoire vient de leur donner la consécration du réalisme, parce que leurs idées seules peuvent résoudre les problèmes de la civilisation d'aujourd'hui. L'heure est venue, non pas de faire la révolution, mais de se préparer à traverser courageusement et lucidement des événements mondiaux dont la révolution libertaire et sociale sera peut-être l'aboutissement. Les jours qui viennent seront sombres, mais notre mission est de les traverser avec notre message, tout en nous initiant plus que jamais aux tâches pratiques, aux problèmes de toutes les heures que pose la transformation sociale. Il y aura probablement des jours où nous serons moins encore que nous ne sommes aujourd'hui, parce que certains seront tombés, et que d'autres (qui les en blâmerait ?) auront pris peur. Mais, précisément, la victoire est au bout de ces jours-là, si nous savons en féconder les enseignements par l'action. Le temps de donner des conseils est terminé. Que revienne celui des hommes exemplaires !

Solidarité à l'Espagne

AIDONS LES GREVISTES SAUVONS LES VICTIMES

DE toutes parts affluent les informations sur l'extension de L'OFFENSIVE DE SOLIDARITE au peuple espagnol lancée par les masses laborieuses contre Franco. Cette offensive, personne ne saurait le contester, s'illustre de coups d'éclat remarquables dont le mérite — et la responsabilité — revient à des anarchistes. Mais ce combat, vigoureux et efficace, ne peut aller sans sacrifices et les suites de certains actes antifranquistes sont l'emprisonnement ou la mort... Cependant, si, aujourd'hui, en Espagne, dans les provinces Basque ou de Navarre, des actions populaires peuvent s'organiser et arracher aux sanglants assassins un relâchement partiel à la fois de la dictature politique et de l'oppression économique, les sacrifices n'auront pas été vains. Certes, il n'est de solution réelle au « problème espagnol » que dans la perspective anarchiste révolutionnaire, qui doit, en ralliant l'immense majorité des travailleurs espagnols, permettre le renversement de Franco et l'édification d'une société libertaire. Mais, précisément, c'est en soutenant toutes les actions revendicatives en Espagne, en prenant la défense des organisations ibériques anarchistes en exil, en arrachant des mains des bourreaux tous ceux qui, en Espagne ou hors d'Espagne, sont brimés pour avoir mené le combat de solidarité, qu'il est possible de hâter l'avènement de la libération véritable, celle de la Révolution.

GREVES EN NAVARRE

Le 15 mai parvenait enfin la nouvelle, attendue avec tant d'inquiétude par tous ceux qui connaissent la férocité franquiste, de l'issue de la grève générale qui, de Pampelune, a gagné les centres principaux de Navarre. On apprenait que, sous la pression de la population unie dans un même effort, Franco avait dû céder. En effet, non seulement la hausse des prix annoncée à Pampelune n'a pas été appliquée, non seulement les revendications de salaires ont été satisfaites, mais encore, fait sans précédent, les sanctions contre les grévistes ont dû être levées...

Il est possible de rendre hommage au courage des travailleurs, de puiser en leur victoire l'énergie nécessaire à notre propre combat, mais cela ne saurait suffire. Seule l'extension vigoureuse de notre offensive de solidarité à l'Espagne

Claude LERINS.

(*Suite page 3, col. 6.*)

Libérez Salvador Fleitas ROUCO !

QUI aurait pu oublier ce jour, voici quelques années déjà, où l'on apprenait qu'au Mexique, un homme, Salvador Fleitas Rouco, anarchiste, dans un sursaut de dignité outragée, avait abattu comme un chien l'infâme personnage représentant Franco à Mexico qui se répandait en injures contre les travailleurs espagnols ? Certainement pas celui qui attache encore, dans un temps de décadence sociale, une grande valeur à toute affirmation du respect de la dignité de l'Homme. Or, depuis, Salvador Fleitas Rouco est en prison, attendant un jugement que les espions franquistes au Mexique veulent s'acharner à rendre particulièrement inique, et, une fois de plus, il appartient à l'Internationale anarchiste de relever le défi, de sauver un combattant de la Révolution !

Ce devoir, la Fédération anarchiste de France le remplira avec ferveur. Que ses militants, ses sympathisants, ses amis, interviennent auprès des autorités françaises et mexicaines en faveur de Salvador Fleitas Rouco, qu'ils organisent une solidarité active et, comme tant d'autres militants valeureux, Salvador Fleitas Rouco sera sauvé !

CONTRE FRANCO

LE 17 MAI, à 19 HEURES

Tous Porte d'Orléans

pour manifester
avec **Rosendo COSTA**

Comme le R.P.F. le parti stalinien est fasciste

S'il, pour les orthodoxes staliniens, l'Histoire ne se renouvelle jamais, les historiens du Parti communiste français se livrent, par contre, à de perpétuelles contorsions. A grands coups de dialectique, la conre-vérité d'hier se métamorphose en solution du jour. Combien avait raison Raymond Guyot, lorsqu'il déclarait en 1939, à son retour de Moscou (porteur des nouvelles instructions du Kremlin) : « Les mots ont changé de sens ». L'histrion du Comité central est resté fidèle à cette orgueilleuse devise, qui préside désormais, aux destinées du « parti de classe ». Tiraillé, entre la tactique — souvent obscure et imprévisible — du Maître, et l'impérieuse préparation de la foire électorale, l'aéropage de la place de Châteaudun, entreprend une pénible mue révolutionnaire. Mais tout ne va pas pour le mieux, dans le meilleur des mondes staliniens.

L'idéal révolutionnaire avait engendré des Blanqui, des Louise Michel, des Karl Marx, des Bakounine, des Jaurès et des Lénine. Ne lui resterait-il qu'un Lecœur ? Le dauphin national ne semble d'ailleurs pas peu fier, des lourdes charges qui s'accumulent sur ses robustes épaules. Pendant que Maurice Thorez, « mineur » comme lui, soigne son pied bot dans une super-clinique de l'Est, c'est à lui qu'est confiée la plus haute responsabilité entre toutes, celle de définir les grandes lignes politiques du moment. Rendons à Auguste ce qui appartient à César, il s'en tire avec tous les honneurs.

Auguste Lecœur s'est rendu populaire par son intervention au Congrès de Gennevilliers d'avril 1950.

Dans la hiérarchie de la densité du texte, il arrivait en bonne seconde place, avec 32 pages, que les délégués supportèrent sans souffler. Il prodiguait de prodigieux conseils, pour aider les consciences défaillantes. « ... *Il faut être convaincu, disait-il, de la justesse de la ligne politique pour pouvoir surmonter les difficultés pratiques...* »

Joë LANEN.

(*Suite page 4, col. 2.*)

contre les peuples

JAMAIS la colombe de la paix ne s'est tant trouvée sur les banderolles que ce soit à Paris, à Pékin ou à Tokio, tandis qu'ailleurs d'autres emblèmes « pacifiques » sont arborés, concurrents et rivaux de « la colombe ».

A cette hystérie « pacifiste » répond l'appel des chefs d'Etat à « leurs » peuples pour bâtir la paix avec l'armée et la marine prêtent à faire « leur devoir ».

Les services de presse staliniens et américains parlent de paix et les systèmes industriels des deux blocs travaillent rondement pour fabriquer des quantités stratégiques de navires de guerre, d'avions, de tanks, de camions, de munitions, de projectiles radioguidés...

Pendant ce temps la sous-alimentation règne dans les territoires asiatiques de l'Union Soviétique, la famine règne aux Indes et dans certains régions dévastées de la Chine, de la malheureuse Indochine et de la plus que misérable Corée.

Mais en quoi cela peut préoccuper des hommes d'Etat qui se considèrent comme des bâtisseurs à la manière pharaonique ? Les lauriers de la postérité les préoccupent plus que la sécurité de leurs contemporains.

EUROPE ET PALAIS ROSE

La lamentable conférence du Palais Rose est une illustration que ce qui compte pour les leaders du monde ce n'est pas une paix véritable qu'ils estiment dans leur for intérieur impossible mais une suite de négociations qui fasse coïncider les préparatifs de guerre et la conduite des opérations militaires au mûrissement psychologique et diplomatique.

Quel principe directeur tirer de cette conférence sinon que c'est une partie de poker où les concessions se font donnant donnant jusqu'au point où plus aucune transaction ne sera désirée et de ce fait la parole sera aux avions atomiques, aux armadas aéronavales et à l'ineffable fantassin qui à quelques millions d'exemplaires sera boté, casqué, encapuchonné, bardé de toutes sortes de protectifs contre les inventions merveilleuses des ingénieurs militaires et des chimistes.

Démilitarisation de l'Allemagne ! exige Gromyko et dans sa cervelle de di-

ZINOUPOULOS.

(*Suite page 2, col. 5.*)

SANS COMMENTAIRE

LE SCANDALE DES VACCINS

L'AFFAIRE *des Vaccins, quoique l'on en ait pu dire, ne suit pas son cours. Expertises et contre-expertises s'éternisent. Confusions volontaires et involontaires s'enchevêtrent de même.*

Diverses hypothèses ont été soulevées : Précisons que dans cette affaire qu'il ne faut pas confondre avec celles du Marbais ou du vaccin B.T.M., sur 62 cas de bébés aggravés par la vaccination, la majorité paraissent être dus au réveil, par l'acte médical inconséquent donc criminel, de tuberculose à l'état latent.

Ouvrons, une fois de plus, nos colonnes à J. Lambert qui a entrepris, pour les lecteurs du « Libertaire », de préciser l'identité des criminels véritables :

TUBERCULOSE... DANGER !

En attendant le résultat de l'instruction en cours, concernant le vaccin de tortue de mer (B..T.M., Friedmann) nous mettons à nouveau les tuberculeux en garde contre ce traitement. D'après les renseignements que nous avons pu recueillir, le procès réserve quelques surprises.

Rappelons qu'en 1930, le Ministère de la Santé Publique mettait par voie d'affiche les tuberculeux en garde contre ce traitement.

« Médication charlatanesque et trompeuse, nuisible et à éviter » 1930-1931. Depuis plus de 20 ans, un vaccin que l'on qualifie en haut lieu de charlatanesque a pu servir et continue à être administré à des milliers de tuberculeux ! ! !

Il ne s'agit pas pour nous de faire le procès d'un vaccin charlatanesque en particulier ; mais, de tous les remèdes charlatanesques en général. Il ne s'agit pas non plus, d'incriminer tel ministre de la Santé Publique plus que tel autre. Prenons, par exemple, la plus grosse escroquerie aux malades du siècle, l'affaire Doré :

Si au début de cette affaire, 1945, le ministre de la Santé Publique, Billoux, avait pris les mesures nécessaires pour mettre hors d'état de nuire ce charlatan, son successeur Prigent n'aurait pas eu à déplorer à la Chambre les nombreuses morts imputables à ce traitement ! ! !

Et Doré continue toujours son fructueux et criminel commerce.

L'on peut chiffrer par plusieurs centaines de millions les sommes escroquées aux tuberculeux. Signalons que Doré est de son métier « chimiste » et vient d'être promu par la presse biologiste...

C'est à la suite de campagnes menées par certains hebdomadaires « Ici Paris, La Presse » que de nombreux malades quittèrent le Sanatorium et abandonnèrent tout traitement.

C'est « La Presse » qui lança les affaires suivantes « guérissant » toutes la tuberculose : Doré, Caton, B-q-x, Flavorizine ; c'est elle qui mène campagne en faveur du B.T.M., et du Marbais.

C'est au nom de la liberté de la presse, que l'on exploite, que l'on assassine depuis toujours des malades trop crédules.

Quant à la grande presse, aussi bien la presse dite démocratique que la presse réactionnaire elle n'a jamais mis en garde ses « fidèles lecteurs » contre tous ces charlatans. Au contraire, elle fut amenée bien souvent à les soutenir. Et le scandale dure !

J'ai eu la curiosité au cours de nombreux séjours en sana, de mener une enquête discrète. Et je puis certifier que dans de nombreux établissements 50 % au moins des tuberculeux hospitalisés se font soigner par des procédés plus ou moins charlatanesques. Ce qui s'est soldé par de nombreuses morts ou aggravations. Or il est certain que le jour où l'on mettra hors de nuire tous les charlatans, la mortalité en turberculose diminuera de façon certaine.

Pour conclure : Se défier de toute propagande dans la presse. Le médecin honnête ne fait pas de réclame, et lorsque la maladie le frappe, il suit exactement le même traitement que celui qu'il préconise au malade.

J. LAMBERT.

C'est ici que se prépare la guerre

INDRE L'aérodrome de la **Martinerie** doit recevoir sept mille G.I's. Occupation de l'usine S.N.C.A.S.O. à **Déols** et de la caserne **Chanzy**. Dépôts d'armes à **Neuvy-Pailloux** et à **Fay**. Aérodrome de **Le Blanc**.

INDRE-&-LOIRE **Aménagement de l'aérodrome** de Parçay-Moslay, **près de Tours, pour bombardiers B. 50.**

ILLE-ET-VILAINE *Aérodrome de Saint-Jacques près de Rennes. Les casernes de Rennes ne seraient données à l'armée U.S.*

LOIRET Utilisation de la caserne Coligny à **Orléans** par les services du Q. G. du général Young.

LOIR-&-CHER *Visite des caves naturelles à* Bourré, Angé, *et* Saint-Aignan *en vue de l'installation de dépôts de munitions souterrains.*

LOIRE **Aérodrome prévu à** Chamboeon, **près de** Saint-Etienne. **Treize fermes doivent être rasées. Construction de postes en béton sur 3 kilomètres de long.**

L'ENFER COLONIAL

On tue à Nosy-Lava

BREVE *information : Le journal du Comité de solidarité de Madagascar annonce la mort du déporté politique* Lemazaca, *à l'hôpital de Diégo-Suarez, où il avait été hospitalisé d'urgence, à la suite des tortures qu'il avait subies au bagne de Nosy-Lava. Que cache cette nouvelle, quels forfaits sont ainsi révélés au grand jour ?*

Il s'agit à nouveau de forfaits du colonialisme, de crimes racistes. Mais qui éprouve le moindre intérêt pour cela ? Peu de gens, assurément. Mais serions-nous les seuls à le faire, cela ne saurait nous empêcher de parler, de confirmer le fait : *On tue à Nosy-Lava, on tue aussi bien d'un coup que progressivement!*

Le Président de la République, a été saisi, le 15 juillet 1949, par les défenseurs des condamnés des procès de Madagascar, de recours en grâce concernant ceux des inculpés qui n'ont pas encouru la peine capitale.

Tous sont détenus à Madagascar, au régime de droit commun, dans des conditions rigoureuses, le bagne de Nosy-Lava étant situé sur un îlot particulièrement insalubre de la côte nord-ouest. Certains d'entre eux, dont la famille réside en France, souffrent au surplus d'être privés de tout réconfort moral.

Les condamnés à mort ont obtenu — la commutation de leur peine. Ils ont été transférés à Calvi. Les accusés que les tribunaux ont jugés moins coupables, qui ont été frappés uniquement de peines privatives de liberté, subissent ces peines dans des conditions plus dures et se trouvent en fait punis plus sévèrement que ceux qui ont été considérés comme les principaux responsables des événement sanglants de mars 1947.

Nous appelons l'attention en premier lieu sur Jules Ranaivo. Ranaivo a été condamné à dix ans de réclusion ; il en a accompli quatre. Agé de 69 ans, originaire des Hauts-

Charles DEVANÇON.

(*Suite page 2, col. 4.*)

CHEZ LES AUTRES...

ASINUS BOURRICUM FRICAT

Dans « *Rivarol* », un certain Jean Peyber qui se donne pour un ex-haut fonctionnaire nous conte ses débuts sous le titre : « Les Propos d'un Chouan ».

C'est comme pion de collège que je suis devenu licencié et agrégé. Je faisais vingt heures de service sur vingt-quatre : dortoirs, études, récréations, promenades, etc. J'avais un dimanche libre sur quatre. Je gagnais aussi le vivre et le couvert, et l'on me donnait trente-trois francs par mois pour faire le jeune homme. Je ne prenais jamais aucune distraction. Mais seules folies étaient l'achat de quelques livres.

Un homme normalement constitué et qui a mené une pareille vie à vingt ans ne peut, pensez-vous, que souhaiter un meilleur sort à ses cadets.

Mais ce ventre-à-choux une âme de spartiate. Voyez la suite de ses chuintements :

« *Ils (les étudiants d'aujourd'hui) réclament un pré-salaire parce qu'il leur a plu d'étudier au lieu de gagner tout de suite leur vie .....*

Mon ami le brigadier, à qui je soumettais ces réflexions, m'a dit : « Tout ça, monsieur, ça fait partie d'un ensemble. Regardez les gosses d'aujourd'hui : on ne les dresse plus. On croit qu'ils sont innocents. On ne les oblige plus à obéir. Alors, c'est mal élevé, égoïste et insolent. Et quand ça grandit, ça ne s'améliore pas. On l'a bien vu à Aix-les-Bains. Voilà maintenant qu'ils demandent une solde ! Et pourquoi qu'ils demanderaient pas une retraite ? »

M. Pleyber a laissé au brigadier de son village le soin de tirer cette conclusion. Son choix est judicieux cet ânesavant se devait de se faire épauler par une bourrique.

LA LUTTE DE GLASS

D'un sabot désinvolte notre Chouan règle cette vieille histoire de l'intégrité sociale :

« *Il en est ainsi partout. Dans mon patelin, les petits patrons sont tous des gens que j'ai connus écoliers avec moi à la laïque, apprentis et ouvriers. Ils étaient seulement moins paresseux et moins poivrots, plus énergiques et plus économes que les autres.* »

Ben voyons, les gens arrivés sont tous des aigles. M. Pleyber nous a d'ailleurs dit qu'il était « haut fonctionnaire lui... n — alors ! «

« *Le hazard me fit retourner dans la petite ville de mes débuts dans le pionicat. Et j'y rencontrai deux de mes anciens collègues qui étaient demeurés ce qu'ils étaient. Durant trente ans, ils avaient partagé leurs loisirs entre le café et la politique. Ils n'avaient préparé ni examen ni concours. Ils étaient restés pions de collège. Ils avaient le nez rouge comme leurs opinions. C'étaient des revendicants.* »

Et les propriétaires tous des ivrognes, chacun sait cela.

Malgré ce petit chef-d'œuvre, M. Pleyber, licencé, agrégé, ex-haut fonctionnaire peut dormir tranquille on ne peut

CAVANHIE.

(*Suite page 2, col. 6.*)

ENFANCE... JEUNESSE...

Que peut-on attendre des jeunes ?

LORSQUE l'on parle des jeunes d'aujourd'hui, on a toujours tendance à les comparer aux jeunes de la génération précédente, à ceux « d'entre les deux guerres. » L'AFFAIRE DES J3, honteusement exploitée par un Mauriac égal à lui-même et un Danan parfois mieux inspiré, a été nécessaire — c'est significatif — pour donner de l'actualité à cette question.

Pour établir cette comparaison il faut avoir vécu avec les deux générations. Je ne connais que la mienne, c'est-à-dire celle qui avait 10 ou 12 ans en 1939, celle qui a grandi à un très mauvais moment. Je vais essayer de définir rapidement quelques caractères particuliers de cette génération.

Pour celà, je vais faire un petit retour en arrière : Après la guerre 14-18, « la der des der », la paix semblait régner partout, ce fut un délire de joie, le calme, et un certain luxe intellectuel. Malgré les efforts de quelques hommes clairvoyants, il fut impossible de lutter contre l'insouciance de cette période qui fut heureuse en apparence.

Après un demi-esclavage somnolant, nous nous sommes réveillés brusquement dans l'esclavage. Ma génération a accusé la précédente, à juste titre, semble-t-il, mais saurait-elle faire mieux, saura-t-elle lutter contre la guerre ?

Aujourd'hui, l'état d'esprit est très différent de celui de 1918, personne n'a plus un sentiment de paix : l'affaire d'Indochine s'éternise — la Chine se révolte — la guerre a éclaté en Corée, les « colonies » menacent de se soulever (Maroc, Madagascar, Tunisie), la tension Americano-Soviétique s'aggrave. Ceux qui avaient l'espoir que tout irait à merveille après « la Libération » ont été rapidement déçus.

Il est difficile d'analyser l'attitude de la jeunesse actuelle. La première impression qu'elle donne est l'apathie mêlée d'un certain dégoût : Il y a eu la guerre, l'occupation ; — les impressions de jeunesse sont fondamentales, et nous avons grandi dans une atmosphère d'égoïsme, et de tuerie, peu faite pour développer en nous le respect de la personne humaine.

Par delà cette apathie pourtant, il semble que les jeunes sont sans cesse à la recherche de quelque chose de stable, de fixe. Dans le torrent qui entraîne l'humanité vers la catastrophe, au milieu d'événements qui nous dépassent tous, parmi les haines qui s'accumulent entre les hommes, les jeunes cherchent un rocher auquel s'accrocher.

Certains ont pensé au mariage. On se marie très tôt maintenant, parce que la vie à deux semble plus facile, et que l'on sent ainsi quelqu'un auprès de soi sur qui on peut compter : on n'est plus seul dans le grand déferlement des événements. On peut objecter à ce sujet les avantages des allocations familiales, mais il ne faut pas en exagérer l'importance.

Ainsi, on recherche tout ce qui semble un élément de sécurité ! On adhère là ou est le nombre, celà explique le succès « stratégique » du Parti communiste et du R.P.F. auprès des jeunes. Ils prennent une carte, avec bien sûr une part d'idée et d'orientation, mais il y a en plus le goût de la sécurité. Le jeune ne se sent plus seul, il a trouvé « des frères » prêts à l'épauler peut être, il n'y a plus à chercher, la route est toute tracée, belle sans cahots. La morale est faite, les œillères sont placées, et c'est l'assouplissement intellectuel.

Tels les jeunes animaux qui se réfugient et se cachent auprès de leur mère à l'approche du danger, les jeunes recherchent une compensation à leur faiblesse individuelle, compensation bien souvent factice.

Les plaisirs de la jeunesse d'aujourd'hui sont également différents de ceux de nos aînés, on est devenu plus élémentaire, plus naturel : le camping et les sports rassemblent un nombre toujours croissant d'adeptes, autant par goût que par besoin d'évasion.

Il est tout de même rassurant de constater que « l'idéalisme » se rencontre souvent chez les jeunes de 1951, et que la nécessité d'aller jusqu'au bout dans les raisonnements, détruit le vieil état de choses pour construire un monde tout nouveau, un monde humain et juste.

Il y a partout un grand désir de changement dans la vie sociale. Les jeunes ne croient plus guère aux institutions bourgeoises, et veulent réaliser l'idéal. Ils désirent plus de justice et sont sincèrement contre toute guerre. Le pacifisme est largement répandu. Ces idées sont parfois encore floues, mais elles se clarifient, car il y a dans notre génération beaucoup « d'individualistes » qui cherchent une solution à la crise que traverse le monde actuel.

On discute un peu partout de ces problèmes.

Comment pourrait-on croire aux institutions bourgeoises lorsqu'elles se révèlent si fragiles, si instables ? les perpétuels changements de gouvernement en sont un exemple. Pourquoi, après un vaste coup de balai, n'arriverions-nous pas rapidement à réaliser notre idéal ?

Les jeunes ont opté pour tel ou tel parti, mais conservent un sentiment d'inachèvement, le sentiment que des richesses individuelles se perdent. La jeunesse « adhérente » est troublée parce que tout en se sentant engagée derrière des chefs, il reste une grande partie disponible, il faut que cette disponibilité trouve sa voie. Il faut rechercher sa manière de construire l'idéal... Il y a certes des aveugles, mais ce ne sont sans doute pas des malades incurables.

Les libertaires en puissance sont légion. L'avenir nous dira s'ils réussiront au bon moment à se trouver, à se grouper et à travailler, la main dans la main, à l'édification du monde dont ils rêvent. Le mieux serait de s'y mettre dès aujourd'hui.

MICHEL.

INTER FAC

La peau de Lapie

A PARIS, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Lille et Toulouse, des étudiants, parmi lesquels les anarchistes de nos interfac, ont manifesté jeudi dernier. Que revendiquaient-ils ? La possibilité de ne pas végéter dans une médiocrité économique incontestable, le *Présalaire*. Qu'a-t-on répondu à leur légitime revendication ? Il suffit de lire dans *Le Monde* quelques extraits du compte rendu des débats pour s'en rendre compte :

Dans son exposé, le rapporteur, M. Cayol *(M.R.P.), déclare notamment : « Il devient absurde d'imposer à l'étudiant l'humiliation d'être, après sa majorité et parfois son mariage, à la charge de ses parents...*

A ce moment, M. P.-O. Lapie, *ministre de l'Education nationale, annonce qu'il est, ainsi que le ministre du Budget, convoqué à un conseil des ministres, où leur présence est indispensable...*

Le rapporteur *demandant que la discussion reprenne le plus tôt possible,* M. Cayeux *(M.R.P.) propose, bien qu'il soit 18 h. 15, que ce soit à 20 heures. « Nous n'avons même plus le temps de dîner ! » s'écrie* le ministre du Budget.

A 21 heures, donc, « l'éloquence » recommence à couler à pleins bords. Prenant la parole à son tour, M. Lapie *reconnaît la générosité qui inspire le texte de la Commission de l'Education nationale ; il partage les préoccupations de ses auteurs. « Mais, rappelle-t-il ensuite, n'y a-t-il pas des bourses, etc ? »*

Cela dit, le ministre estime que le texte en discussion comporte « une part d'inconnu » et que l'Assemblée doit être mise en face de ses responsabilités financières. D'autre part, et si partisan qu'il soit d'associer les étudiants à la gestion d'organismes s'occupant de leurs besoins, il constate que, du fait de la composition paritaire du conseil d'administration de la Caisse nationale envisagée, L'ETAT RISQUERAIT D'ETRE MIS EN MINORITE (1), *alors qu'il s'agit de deniers publics, dont l'utilisation doit être d'autant plus sérieusement contrôlée que leur montant est plus élevé.*

Le ministre du Budget *réplique : « L'Assemblée estime-t-elle qu'il serait raisonnable et honnête, à la veille des élections, de faire un geste qui ne lui coûterait rien en répandant l'argent à pleines mains et en laissant à ses successeurs la charge de le trouver ? »*

Ainsi, Lapie a révélé ses craintes. Il a peur que le courant gestionnaire chez les étudiants n'entraîne quelques millions du budget de guerre.

Ainsi, Petsche, qui n'hésite pas, à des fins électorales, à vider actuellement la caisse publique, en oppose, au nom de principes que ses actes contredisent, une fin de non-recevoir à nos revendications.

Ainsi, les étudiants peuvent-ils juger le régime.

PSYCHO.

(1) Souligné par nous.

LYCEE HENRI-IV, A PARIS

Le personnel du lycée Henri-IV s'est réuni lundi dernier, à l'appel de toutes les organisations syndicales (C.G.T., F.O., Autonomes) et de la Société des Agrégés, en présence de M. le Président de l'Association des parents d'élèves.

A l'unanimité, une résolution a été adoptée. Le personnel demande avec insistance au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale que le traitement des fonctionnaires à l'indice 100 soit immédiatement porté à 208.000 francs minimum, avec calcul des autres traitements à partir de cette base.

1.500 ETUDIANTS MANIFESTENT A HAMBOURG

Les étudiants de Hambourg ont organisé le 15 une vigoureuse manifestation pour protester contre la suppression des carnets de billets à tarif réduit dont ils bénéficiaient sur le métro aérien. On évalue à plus d'un millier et demi le nombre des manifestants, contre lesquels une centaine de policiers avaient été envoyés.

On compte de nombreux blessés parmi les étudiants et parmi les policiers. Quinze de ces derniers ont dû être hospitalisés.

ECOLE MODERNE

Les admirateurs de Francisco Ferrer caressent le projet de constituer un « Musée », où l'on conservera tous les documents, gravures ouvrages et objets quelconques se rapportant au célèbre martyr de Montjuich. Tous ceux des amis ou sympathisants qui possèdent des livres, des brochures, des portraits, des articles de journaux, etc., consacrés au fondateur de l'Ecole Moderne, *à sa vie, son procès, ses idées pédagogiques ou sociales, sont instamment priés de nous en faire don ou de nous les confier. D'ores et déjà, la fille de notre illustre et regretté camarade a réuni un certain nombre de pièces intéressantes. Nous comptons donc sur la bonne volonté de tous pour écrire, soit à André Lorulot, secrétaire général de la Libre Pensée française, à Herblay (Seine-et-Oise). soit à Mme Sol Ferrer, 53, rue Monge, Paris* (5e).

LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

UN dernier commentaire sur l'examen et le vote du Budget de l'E.N. à l'Assemblée : la démagogie des orateurs verbeux ne peut que leur attirer la haine des éducateurs et de tous les amis d'une école qu'ils voudraient voir progresser en s'épurant ! Cependant, des vérités ont transpiré.

Où en est, par exemple, la situation dans les T.O.M. (Territoires d'Outre-Mer) ? Lapie répond :

« *Touchant les départements d'outre-mer, nous avons fait un certain nombre de choses qui méritent d'être connues. Si nous nous sommes trouvés dans l'obligation de fermer un certain nombre d'écoles, comme l'a signalé M. Girard, c'est à cause du manque de crédits de suppléance, conséquence de la procédure des douzièmes provisoires. Nous avons maintenant les crédits : les réouvertures d'écoles ne vont pas tarder.*

Elles tardent cependant, et risquent de tarder longtemps. Pourquoi ? Parce que le désir du ministre en peau de Lapie « *et celui de l'Assemblée tout entière, serait évidemment de pouvoir consacrer 300 ou 400 milliards de francs à l'éducation nationale. C'est une somme de cette importance qu'il faudrait dépenser si l'on voulait tout faire. Mais nous nous heurtons alors à une résistance toute naturelle du peuple français à payer un montant d'impôts qui correspondrait à cet effort.* »

Ainsi, c'est le peuple, auquel le gouvernement de Lapie arrache des milliards pour la guerre, qui est responsable de la situation désastreuse de l'Ecole !

Qui, d'autre part, est coupable du marasme des A.J. ? Ne seraient-ce pas ceux qui crient à l'écorché dans l'*Education Nationale* du 10 mai (p. 15) où l'on peut lire : « *A propos des auberges de la jeunesse, M. André Morice parle de l'unification des deux Fédérations. Des pourparlers rompus l'an passé ont repris et il n'a pas l'arrière-pensée « d'asphyxier » l'une ou l'autre des fédérations* ».

Mais le radical Billères vend la mèche. Il déclare, en effet, « *dans cette course entre les besoins et les mesures, ce sont toujours les besoins qui gagnent avec au moins un an d'avance, et cette année d'avance est certainement excessive.*

« *Nous avons affaire à un budget qui a été maintenu, heureusement maintenu, en ce qui concerne les crédits de l'an dernier, mais qui a été, si vous me permettez l'expression, saupoudré d'une légère poussière d'augmentation, dispersée et très partielle.* »

Pour compenser cette gaffe, Billières poursuit : « *je ne vous en liens pas rigueur. Je sais que M. le Ministre de l'Education nationale et M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique ont combattu longtemps et avec acharnement pour améliorer le budget.*

Mais voilà la récidive : « *je sais que vos services, messieurs les ministres, ont présenté des propositions et les ont courageusement défendues... mais je constate que, dans ce combat entre services, ces discussions, ces négociations si longtemps et si souvent remises en question, et dont la conclusion est si longuement différée, je constate que la cause de l'Education nationale se perd.* »

Que les militants du S.N.I., de la F.E.N., de la L.E. et de la C.E.L., tirent les conclusions qui s'imposent. Les éducateurs de la F.A. ont, depuis longtemps, tiré les conséquences qui découlaient de l'état de fait.

QUI VEUT LA GUERRE ?

(*Suite de la première page*)

plomate bien méningée de culture marxo-lénino-stalinienne germe l'espoir de faire de cette Allemagne aux lames néo-nazies, une forteresse tactique protégeant les frontières stratégiques de l'U.R.S.S.

Ne parlons pas de la question du niveau des armements. Désarmer ? oui, mais sur parole sans contrôle, favorisant l'espionnage avec la possibilité de pester sur la malhonnêteté américaine qui fait marcher ses hauts fourneaux à 100 0/0 tandis que ceux de Magnitogorsk feront les « trois huits ».

Pacte à quatre demande Washington.

Pacte à cinq demande Moscou.

L'Armée Rouge a un potentiel de guerre inamical ! dit la Maison Blanche.

Réponse au Pacte Atlantique ! déclare le Kremlin.

Toutes ces discussions qui ont occupé plus de quarante séances ne forment qu'un rideau hypocrite, tissé pour qui ? on se le demande, tandis que des deux côtés la machine du réarmement marche jusqu'à épuisement.

Rideau de fumée que la volonté « des commis de la diplomatie américaine et soviétique en vue de diminuer la tension internationale et d'améliorer les relations entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Chacun des deux géants se préoccupe de régler les séquelles de la deuxième guerre mondiale à son profit à savoir le traité de paix avec l'Autriche, l'unité de l'Allemagne les traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et ce dans le but de s'attirer les grâces de ces divers pays sous forme d'aide militaire.

L'AUDITION MAC ARTHUR

L'affaire Mac Arthur montre clairement que dans les états-majors suprêmes ont ne parle pas d'idylles pacifiques.

Les témoignages du Mikado blanc ont davantage pour but de dégonfler sa popularité en montrant ses erreurs auprès des foules hystériques avides d'hommes providentiels et d'écarter la menace de ce pouvoir militaire sur le pouvoir des « civils » que d'apprendre du nouveau.

Le sang des soldats, une propagande électorale, une auréole de magazine et de studios et s'en est assez pour qu'un stratège remue les tripes de millions de pauvres types.

Les soixante et onze ans de Mac Arthur veulent se reposer sur le fauteuil présidentiel avec TAFT à sa droite.

Malgré la censure, l'audition du général devant la Commission sénatoriale d'Enquête est fort instructive et révèle dans quelle réalité guerrière les conducteurs d'hommes se meuvent.

L'AGONIE DE LA COREE

Le drame de Corée est loin de se terminer.

La Corée est une base stratégique qui est d'un trop haut prix pour le Gouvernement américain comme pour les gouvernements sino-soviétiques. Contrôle du Japon dans les mains soviétiques et chinoises et menaces des lignes américaines du Pacifique, la Corée dans les mains américaines c'est la facilité de bombarder des centres industriels russes à moins de 100 kilomètres de la frontière sibéro-coréenne sans parler des usines de Mandchourie où se traitent les 3/5e du fer chinois.

QUE FAIRE ? 3e FRONT !

Que faire devant cette horreur mondiale qui se prépare ? Faut-il croire que les travailleurs de tous les continents intégrés dans l'immense machination belliciste seront incapables d'empêcher la troisième guerre mondiale ? Faut-il croire que chaque prolétariat se solidarisera avec la politique militaire de son Gouvernement et transformera son âme pacifique en désespoir militariste ?

Cela ne doit pas être ! Aux deux blocs qui se déchirent avec la chair des travailleurs avec le sang de la jeunesse, des femmes, des enfants, des vieillards, il faut opposer le 3e front révolutionnaire universel.

Le 3e Front s'appuie sur le désir de paix de tous les travailleurs. Le désir de paix est une force avec laquelle les fauteurs de guerre de toutes les capitales modernes devront compter.

Le 3e front doit rendre cohérent ce désir, l'exprimer dans une force capable de briser l'élan d'une machine de guerre en coupant ses sources industrielles et professionelles de ravitaillement.

Les peuples de tous les continents n'acceptent pas les tyrannies totalitaires colonialistes, étatistes et capitalistes que leur sont imposées.

Le 3e front a pour but de leur donner conscience de leur force et des possibilités de réalisation qui sont en eux de la péninsule ibérique à la Corée, des territoires les plus misérables et les plus éprouvés aux contrées techniquement plus favorisées.

CHEZ LES AUTRES

(*Suite de la première page*)

guère se deshonorer plus quand on écrit dans un journal qui vit de chouantages, quoi qu'on écrive.

ENGRAIS HUMAIN

« La Vie Française », 27 avril 1951, est un hebdo financier qui ne se paye pas de mots. Ici une seule chose compte, le dividende. Voici quelques extraits d'un article sur le caoutchouc indochinois :

« *On est donc fondé à envisager, pour l'exercice en cours, des plantations qui disposent d'une main-d'œuvre qualifiée et qui travaillent en zone calme, des bénéfices supérieurs à ceux de l'année dernière qui ont permis la répartition des dividendes substantiels que l'on connaît.* »

Un exemple : « les Hévéas de Caukhoï » :

« Des résultats brillants »

Année	Capital	Bénéfice
1945	480.000	392.000
1947	480.000	1.768.000
1950	1.920.000	5.640.000

Après cela, le « Libertaire » aura bonne mine d'imprimer que des milliers d'hommes meurent pour rien en Indochine ! L'engrais « humain », rien de tel pour faire pousser le dividende.

Ces histoires de caoutchouc, ça ne vous fait pas penser aux gens qui ont une conscience élastique ?

LISEZ, DIFFUSEZ
"FRONT ÉTUDIANT"
Commandez le n° 2
145, quai de Valmy, PARIS
Expédition en Province

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re REGION

MOUSCRON. — S'adresser à Absil André, 27, rue du Montaleux.

OUGREE. — Cyrille, 68, rue du Tige.

2e REGION

PARIS-Ve. — Le 24, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes, groupe et Interfac. Présence obligatoire.

PARIS-XIVe ET XVe. — Réunion tous les mercredis, local habiuel. Prochaine réunion.

CLAMART. — Pour adhésions et renseignements, s'adresser au 145, quai Valmy, qui transmettra au responsable du groupe.

COLOMBES. — Vendredi 11 mai, à 20 h. 30.

Dernières dispositions à prendre pour le Congrès. Pour le lieu, s'adresser aux camarades responsables.

MELUN. — Le groupe est en formation. Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser 145, quai de Valmy.

SAINT-DENIS ET ENVIRONS. — Tous les jeudis, à 20 h. 30 Café Pierre, au premier étage, 51, bd Jues-Guesdes, à côté de l'Eglise-Neuve.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — Les militans du groupe F.A. se réunissent tous les quatrièmes jeudis du mois (Café Le Germanois, en face Monoprix, à 20 h. 30).

Il ne sera plus envoyé, sauf urgence de convocation individuelle. Se munir de sa carte F.A.

VILLENEUVE. — Pour la formation d'un inter-groupe Villeneuve-Saint-Georges, Brunoy, Crosne, s'adresser chez M. Gourcy, 11, rue des Prés. Montgeron (S.-et-O.).

3e REGION

REIMS. — Réunion les 1er et 3e samedis de chaque mois, à 20 h., au Café du Port Sec, 13, rue Gosset. Un service de librairie fonctionne tous les dimanches matin sur le marché J.-Jaurès.

4e REGION

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignement : tous les jeudis, de 17 h. à 19 h. 45, café Bozec, quai des Indes.

NANTES. — Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 33, rue Jean-Jaurès. Sympathisants, écrire à Henriette Le Schedic 33 rue Jean-Jaurès.

NANTES. — Causerie sur l'affaire de Lyon, dimanche 6 mai, à 17 heures, par Paul Lapeyre, 33, rue Jean-Jaurès.

6e REGION

CHATEAU-DU-LOIR. — Les camarades désirant prendre contact avec le mouvement libertaire sont priés de s'adresser au camarade Henri Bagatskoff, Goulard.

LE MANS. — Réunion du groupe 1er vendredi de chaque mois, lieu habituel.

8e REGION

LYON-CENTRE. — Samedi 19 mai, au siège, 71, rue de Bonnel, à 16 heures, le délégué rendra compte du Congrès de Lille.

LYON-VAISE. — Le groupe des 4e et 5e arrondissements est réformé. Il se réunit tous les quinze jours le vendredi à 20 h. 30 (Loire).

et tient une permanence tous les dimanches de 11 h. à midi, café Luboz 27 place de Valmy, à Lyon-Vaise.

ROANNE. — Pour tous renseignements, s'adresser à Grelaud, 35 rue Jules-Guesde

9e REGION

BORDEAUX. — Tous les dimanches, vieille Bourse du Travail 42, rue Lalande, de 10 h. à 12 h.

ROYAN. — Cercle Makno. Pour tous renseignements, s'adresser à Sauchez Marcel.

10e REGION

CAHORS. — Les camarades et sympathisants Cadurciens désireux de former un groupe à Cahors sont invités à se mettre en rapport avec Toulouse.

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les 2e, 3e et 4e vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports boulevard de Strasbourg.

12e REGION

MARSEILLE F.A.4. — L'école du militant révolutionnaire termine sa première série de leçons.

Se faire inscrire au groupe F. A. 4 qui se réunit tous les mardis de 18 h. 45 à 20 heures, 12, rue Pavillon (2e étage).

CENTRE-MARSEILLE. — Tous les camarades et sympathisants sont invités au deuxième cycle de discussions qui auront lieu au siège, 12, rue Pavillon, 2e étage, le lundi, de 19 h. à 20 h. 30 :

13e REGION

NICE. — Adresser toute la correspondance à Ferrand, Café Centre, 10, rue Gioffredo, à Nice.

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

13e REGION

NICE

LE 24 MAI, à 20 H. 45

Salle des Conférences
Café de Lyon

La nouvelle économie distributive aurait-elle la forme étatique ou fédéraliste ?

N'oublions pas...

LES DEMOCRATES :

A Barcelone l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Stanton Griffis, a demandé une plus grande coopération des autorités espagnoles pour rendre efficace l'aide des Etats-Unis. L'ambassadeur a reproché au gouvernement franquiste d'imposer la formalité du visa aux touristes américains.

PENDANT QUE CHOMENT LES MINEURS

La Commission économique européenne annonce que le déficit en charbon de l'Europe, pour le troisième trimestre de cette année, dépassera 10 millions de tonnes, soit 4 millions de plus que pour le second trimestre.

AUX CUIVRES

Pour la deuxième fois en dix ans l'emploi du cuivre et de ses alliages allait être interdit dans la fabrication de nombreux articles d'usage courant, du bouton de porte au bouchon de réservoir d'essence, du radiateur parabolique à la bouilloire électrique.

Les restrictions qui vont entrer en vigueur tiennent au fait que la production mondiale de cuivre est insuffisante pour répondre en même temps aux besoins civils et militaires.

COMBATTANTS DE LA PAIX

Par 10 voix contre 0 et 1 abstention (l'U.R.S.S.) le Conseil de sécurité a adopté une résolution ordonnant un « cessez le feu » en Palestine entre Syriens et Israéliens.

LA PAIX DES COMBATTANTS

Le gouvernement canadien vient de rendre publics les termes d'un accord conclu avec les Etats-Unis au sujet des bases américaines de Terre-Neuve. Le premier ministre en a exposé lui-même les modalités à la Chambre des Communes.

L'enfer colonial

(*Suite de la première page*)

Plateaux, il ne supporte pas le climat côtier ; il vient d'être hospitalisé pour la troisième fois.

Rabemananjara, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il subit sa peine à Nosy-Lava, alors que les autres condamnés à mort, sont aujourd'hui à Calvi.

Fixé en France depuis 1939, il a laissé à Paris sa femme et son enfant.

Rakotomalala a été condamné à dix ans de détention ; il était le secrétaire du député Raseta et a été arrêté en même temps que lui. Raseta, condamné à mort, a été transféré à Calvi ; son jeune secrétaire, condamné à une peine moindre, subit sa détention dans des conditions beaucoup plus rigoureuses.

Rabialahy, avocat, condamné à vingt ans de travaux forcés, a laissé à Paris, dans la misère, une jeune femme française et un enfant. Ses défenseurs ont demandé pour lui la libération conditionnelle.

Ratrema, pasteur, âgé de 62 ans et père de cinq enfants, condamné à dix ans de travaux forcés, exerçait son ministère à Tananarive depuis 1912. Il n'a pu supporter le climat côtier et son état de santé est alarmant.

Il en est de même de Rabeantoandro, originaire des Hauts-Plateaux, condamné aux travaux forcés à perpétuité, qui a dû être plusieurs fois hospitalisé.

Razafindralambo et Ranaivoson, condamnés aux travaux forcés à perpétuité, et Andriatsifahona, condamné à dix ans de travaux forcés, sont tous trois détenus au bagne de Nosy-Lava.

Des milliers de Malgaches sont détenus ou surveillés. Qui s'en soucie, qui prend leur défense ?

Cependant que « Réforme » s'extasie sur le protestantisme Malgache, que le « Routier » (E.D.F.) engage les jeunes à « faire leur vie », à Fianarantsoa (mai 1951), la Ligue des Droits de l'Homme est intervenue (1), la Fédération Anarchiste proteste, mais le mur du silence est à peine entamé que déjà les tueurs colonialistes organisent la contre-offensive.

FUSILLADES AU DAHOMEY

De graves événements se sont déroulés fin avril à Porto-Novo, au Dahomey.

Selon une dépêche A.F.P. « à la suite du décès d'un chauffeur arrêté pour infraction au code de la route, un certain nombre de manifestants se dirigèrent en groupe vers la prison de la ville. Une échauffourée les opposa au service d'ordre et on releva deux morts et plusieurs blessés »

Le journal « Le Démocrate » d'Abidjan, écrivait le 16 avril dernier : « Tout semble être fait comme pour susciter la réaction légitime des populations brimées, afin de permettre l'intervention de quelque force placée à l'affût et donner ainsi du travail aux « rétablisseurs attitrés de l'ordre ».

Il s'agissait bien d'une provocation. Il faut dénoncer les provocateurs.

(1) Voir les « Cahiers des Droits de l'Homme » d'avril 1951.

QUI EST DURAND-REVILLE ?

L'homme qui juge que, déjà, nous en avons trop dit, alors que nous n'avons pu dénoncer qu'une infime partie des scandales de l'enfer colonial, est sénateur d'A.E.F. Durand-Réville, le « fleuron » du colonialiste organe « *Climats* » où se coudoient le général Marseillais Bertin-Chevance, l'infâme général Marchand, le conseiller Tran-Van-Tung bien connu des travailleurs Vietnamiens, représente paraît-il le Gabon. Cet homme a décidé de poursuivre notre « Libertaire » et moi-même, en digne « défenseur-de-la-civilisation-française ». Soit.

Que Durand-Réville sache qu'il ne nous est pas inconnu, que nous suivons, ainsi que nos camarades d'Afrique, ses démarches, avec attention. Les populations d'Afrique, qu'elles soient européennes ou autochtones, seront mises au courant de son attitude. Déjà, à Dakar, et une lettre à Climats le prouve, Durand-Réville est jugé, lui qui veut imposer la militarisation du corps médical même (1) :

« *...De plus en plus, il va sortir chaque année des facultés de l'Union française des docteurs originaires des Territoires d'outre-mer, ayant des obligations vis-à-vis de l'administration, et qui doivent donc servir dans des cadres administratifs. Que leur offre M. Durand-Réville ? De quitter le cadre général des médecins africains pour entrer dans le cadre local de l'A.M.I., sans garantie de carrières réelles et dans des conditions d'assimilation inacceptables, et cela, pour occuper toute leur vie des fonctions subalternes.*

« *Ce qui importe pour les médecins, ce n'est pas qu'ils aient ou non un képi sur la tête...* »

Les syndicats ouvriers, les organisations, tous ceux qui luttent pour la transformation de la société sauront vite juger les Durand-Réville, les combattre, les vaincre.

(1) « Climat » du 16 mai.

A.O.F. au pillage

Contentons-nous, pour l'instant, de rapporter quelques-unes des paroles que se sont jetées à la tête les politiciens coloniaux (?) du Conseil de la République :

Le débat fut assez houleux. M. Saller (R.G.R.-Guinée) dénie que M. Béchard soit l'initiateur de l'activité économique de l'A.O.F. Par contre, il avance que le haut commissaire fait preuve de mœurs financières particulières et de mégalomanie. M. Béchard dispose, dit-il, de 680 voitures à Dakar et se fait accompagner par une suite de 80 personnes. On a dépensé, ajoute-t-il, plus de 112 millions rien que pour le photographier. M. Saller évoque des « irrégularités » qui auraient favorisé des soumissionnaires allemands, une affaire de riz brésilien importé dans des conditions « irrégulières » : « Affaire menée, dit-il, par des gens de l'entourage de Peyré ».

Et l'orateur cite encore divers cas de « facilités » accordées pour des transferts de dommages de guerre, d'irrégularités commises pour la construction de cinquante logements à Dakar pour la régie des chemins de fer.

« On ignore à Dakar, conclut-il sévèrement, que la République c'est la vertu. »

Les peuples africains peuvent porter témoignage du contraire. N'est-ce pas au bénéfice de la République qu'ils sont asservis !

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES LIVRES — Mémoires d'un révolutionnaire

MILITANT anarchiste en France et en Espagne (1) *rallié aux Soviets après* 1917, *opposant quelques années plus tard, Victor Serge n'a plus besoin d'être présenté. Personne n'a oublié* « Les Hommes dans la prison, Naissance de notre force, l'An I de la révolution, Ville conquise, S'il est minuit dans le siècle, L'Affaire Toualev », *chronique romancée de la lutte révolutionnaire de sa génération. Et pour nous qui prenons la relève, la lecture des articles de journaux, visionnaires, prophétiques que Serge légua au mouvement ouvrier nous sont toujours précieux.*

Ses Mémoires, *publication posthume, Kibaltchiche nous les devait. Ecrites en exil à Mexico, elles sont, avant d'être des souvenirs personnels, l'histoire de toute une génération, de toute une époque. Génération de vainqueurs et de vaincus, époque de la victoire de l'homme et de la défaite de sa conscience.*

Ces quatre cents pages, brûlantes de toute la chaleur humaine, sont bien loin des écrits répugnants d'un Kravtchenko ou des pseudo théorèmes « révolutionnaires » d'un Koestler. Serge est resté jusqu'au bout avec ceux qui ont entrepris l'effort terrible de se libérer, qui ont su maintenir leur volonté de changer le monde. « Nous ne dressons pas en disparaissant le bilan d'un désastre, nous attestons l'ampleur d'une victoire qui a trop anticipé sur le futur et trop demandé aux hommes », ces paroles de Roublev, une des figures de « l'affaire Toualev », nous les retrouvons dans l'esprit de toutes ses œuvres et particulièrement dans les *Mémoires*.

Et si tant de témoignages, de romans antisoviétiques, n'ont pas, jusqu'à maintenant ébranlé la conscience des militants communistes, c'est que les auteurs de ces ouvrages sont restés suspects dans leurs intention. Ce minimum de qualification révolutionnaire, aucun, dans la plupart des cas, n'en avait donné la preuve. Mais à Victor Serge, mort à Mexico en 1947, après avoir consacré sa vie entière à la cause révolutionnaire, personne ne pourra contester ce droits de juger...

Dans ces « Mémoires d'un révolutionnaire », legs magnifique d'un homme authentique, à la cause du socialisme, tout est dit, tout est expliqué sur la grandeur et la décadence de cette révolution soviétique, qui fut l'immense espoir des révolutionnaires du monde entier. Par ces pages absolument inoubliables, Serge a atteint là un style à la mesure de ce bouleversement. Nous sommes empoignés et, malgré nous il nous semble vivre ce temps, ce temps fantastique ou tout était démesuré. Les portraits, les attitudes politiques des Lénine, Trotsky, Radek, la réaction des militants de la base, la psychologie des masses nous renseignent beaucoup plus que toutes les théories sur la révolution russe. Serge a tenu à témoigner sur cet immense drame qu'est une révolution écrasée, il l'a fait avec toute son honnêteté, sa liberté d'esprit, ce caractère même sur lequel il a fondé toute son activité militante. Les quelques pages qui traitent de Makno, ce génie anarchiste de la Révolution sociale et militaire, de Kropotkine à Moscou, et de tant d'autres de nos lutteurs sont inoubliables.

Kilbatchiche est mort dans notre temps sans horizon révolutionnaire, dans notre époque du mépris et de l'assassinat, mais il aura su conserver son optimisme, sa certitude, sa volonté de transformer la condition de l'homme par-delà l'histoire et toutes les défaites : « ... que ces bases doivent être de justice sociale, d'organisation rationnelle, de respect de la personne, de liberté, c'est là, pour moi, une évidence éclatante qui s'impose peu à peu, à travers l'inhumanité du temps présent. L'avenir m'apparaît plein de possibilités plus grandes que celles que nous entrevîmes par le passé. Puisse, l'expérience et les fautes mêmes de ma génération combattante en éclairer quelque peu les chemins ».

Dans cette perspective, ce livre magnifique cheminera à travers toutes les consciences des hommes de volonté, servant de relai dans ce gigantesque Marathon des générations en marche vers le socialisme véritable

R. LUSTRE.

(1) Il faut souligner que Serge n'a eu aucun contact avec le mouvement anarchiste organisé lui-même. Le fait qu'il n'évoque pas dans les premières pages de son album, l'organisation anarchiste communiste, cohérente avec son « Libertaire » et sa Fédération où militaient Pierre Martin, Sébastien Faure et Kropotkine lui-même, non plus que l'essor du syndicalisme anarchiste révolutionnaire risque ainsi de donner une image fausse de l'époque. (N.D.L.R.).

PROBLÈMES ESSENTIELS

Guerre et Révolution

(*Suite*)

Cette réponse ne saurait être admise par certains anarchistes qui donnent une plus grande importance aux mots, sans se pénétrer de la substance purement anarchiste des institutions et qui ne tiennent pas suffisamment compte de la réalité. Elle ne satisferait pas non les esprits militaires et les « spécialistes » dans la matière, qui ne pourraient jamais se représenter une telle force armée élisant les responsables du commandement et agissant d'après les décisions de base. Nous le savons à l'avance, mais nous n'y pourrions rien faire pour amener les premiers à comprendre la réalité et les deuxièmes à admettre l'anarchisme et la révolution sociale qui n'est pas du tout une guerre.

Et voilà une autre vérité encore qui ne doit jamais être oubliée, une vérité dont l'exactitude sera d'autant plus confirmée que la future révolution sociale se réalise dans un temps plus éloigné : *la victoire de la révolution et la réalisation de l'anarchisme ne sauraient jamais être le résultat d'une victoire militaire. La classe ouvrière et le mouvement anarchiste ne pourraient jamais avoir dans la préparation matérielle et technique une prépondérance sur le capitalisme et l'Etat. La force réelle et la plus efficace de la révolution est sur le front de classe. A l'intervention capitaliste étrangère, il faut toujours opposer la solidarité internationale des travailleurs. Tant que cette solidarité manque sur une vaste échelle, chaque révolution sera écrasée par la solidarité internationale des capitalistes et des Etats.* L'aide la plus efficace à la révolution ne doit pas consister pratiquement à envoyer des « brigades internationales », mais à transporter la lutte révolutionnaire dans tous les pays du monde. Dans ce cas, si on agit énergiquement et sans reculer nulle part, si la révolution dans un pays ne peut pas atteindre l'extension mondiale, elle réussirait au moins à vaincre dans ce pays ou dans un groupe de pays où les conditions sont favorables grâce à une préparation pré-révolutionnaire suffisante.

En ce qui concerne les possibilités d'une prépondérance de la classe ouvrière dans le domaine purement militaire et technique de la lutte, les perspectives révolutionnaires deviennent de plus en plus sombres. Les révolutionnaires auront contre eux une machine de guerre toujours meilleure, avec un ravitaillement unifié et un commandement unique mieux préparé, mieux concentré. La technique militaire moderne se perfectionnant de jour en jour, permettrait de plus en plus de se servir d'une moindre quantité de matériel humain que les classes privilégiées auront toujours à leur disposition parmi les éléments déclassés et même de ses propres milieux.

Notre force, la force réelle de la révolution est ailleurs. Les masses ouvrières sympathisant avec le bolchevisme et le soutenant qui se sacrifient inutilement pour ouvrir le chemin et faire la carrière des maréchaux et des généralissimes, dont le véritable rôle fonctionnel et social n'est que d'empoisonner et d'asservir les peuples par leur militarisme sinistre doivent, enfin, s'en rendre compte. Le capitalisme américain auquel appartient l'avenir prochain ne sera jamais combattu sur le terrain militaire, parce qu'on ne saurait jamais atteindre la prédominance sur sa marine et son aviation formidables et moins encore sur sa puissance militaire et économique. *Notre force, la force réelle de la révolution, n'est que dans l'universalisation et l'internationalisation de la lutte sociale et révolutionnaire, en la transportant partout, dans tous les coins de la terre y compris, avant tout, l'Amérique elle-même, dans les ateliers et les usines, dans les docks et les ports, aux champs et aux laboratoires, dans les transports et les services publics, dans les écoles et les universités, dans la science et les arts.*

Vraiment, tout cela n'est pas facile à réaliser. Mais il n'y a pas d'autre voie susceptible de nous conduire à la victoire, à la libération complète de nos ennemis uniques : le capitalisme et l'Etat. Jusqu'à ce jour-là nous continuerons toujours de lutter tant que nous pourrons et avec les forces et les moyens dont nous disposerons. Nous tomberons et nous monterons plusieurs fois dans cette lutte de géant : tout échec subi sera un pas toujours en avant vers la victoire définitive, car chaque échec nous enseignera encore à mieux lutter — tout échec sera ainsi une victoire.

C'est le chemin à suivre. Ceux qui sont impatients peuvent chercher à créer des maréchaux, mais qu'ils soient sûrs que leur asservissement sera toujours plus grand et plus indigne car ils forgeraient ainsi même leurs propres chaînes.

G.-R. BALKANSKY.

Le temps de l'imposture :

EQUIVOQUES DU FÉDÉRALISME

ON sait que le mot « fédéralisme » a acquis, depuis quelques années, une audience assez large dans certains milieux qui n'ont rien, ou très peu, à voir avec les idéologies d'émancipation intégrale du travail. On sait que certains ont brandi (Churchill en tête) le flambeau de la « Fédération Européenne », avec le souci de maintenir l'état de choses capitaliste et « démocratique » en Europe plutôt que d'impulser une véritable transformation sociale. La Fédération Européenne n'aurait été ainsi qu'un syndicat des satisfaits, bourgeoisies et couches politiques dirigeantes, voire états-majors réformistes qui lient la continuité de leurs privilèges politiques et syndicaux au maintien des vieilles firmes capitalistes. Les réformistes de gauche du Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe n'ont pas manqué de s'y associer, espérant trouver dans cette utopie libérale des forces neuves pour combattre la réaction stalinienne, et, bien entendu, en vain.

Toutes ces tentatives se sont effondrées dans l'indifférence ou le mépris, et ce ne sont pas les convulsions lamentables du Conseil de l'Europe, le guignol de Strasbourg, qui les en sortiront. Autrement significatives, malgré leur débilité, sont des tentatives comme le Plan Schuman pour l'industrie sidérurgique, qui marquent les premiers pas d'une technocratie, d'une bureaucratie de managers, pour prendre conscience d'elle-même et de sa force à l'échelle européenne. Dans la mesure où ces gens-là prononcent le vocable de « fédéralisme », il s'agit simplement pour eux d'une critique des frontières et des particularités nationales qui les empêchent d' « aménager » la production, de se rendre indispensables sur une échelle de plus en plus large, et, finalement de diriger au nom de la technique mais sans aucun souci des classes laborieuses et de leurs besoins.

Une autre source du « Fédéralisme » à la mode réside dans la critique du centralisme bureaucratique par les bureaucrates « de gauche », les « conciliateurs » du mouvement bureaucratique qui prétendent assurer à travers la bureaucratisation le « respect des valeurs humaines ». Ils sont « coincés » entre leur mentalité libérale traditionnelle et leur désir de devenir des « managers ». Cette tendance est assez bien représentée en France par Georges Gurvitch, le sociologue, qui s'empare de l'étiquette proud'honienne pour imaginer une Société où les organismes bureaucratisés de production et de consommation s'équilibreraient mutuellement en évitant ainsi le totalitarisme. Par ailleurs, Gurvitch est intimement lié à l'école américaine de « Sociométrie », qui consiste à aménager intérieurement les ateliers d'usines de telle sorte que les ouvriers perdent le sentiment de l'oppression et de l'exploitation, sans, bien entendu, cesser de produire des bénéfices pour les grandes sociétés, et cesser d'obéir aux ordres incontestés de la direction. Il s'agit d'endormir le malade en l'opérant !

Le Fédéralisme est également apprécié par les démocrates idéalistes bourgeois de la vieille école, qui voient avec anxiété l'action générale des partis politiques centralisés semer dans l'Etat capitaliste des germes toujours plus vivaces de totalitarisme. Le fédéralisme est alors conçu comme une panacée pour conjurer la liquidation interne des illusions démocratiques.

Enfin, l'étiquette fédéraliste est aussi en odeur de sainteté (si j'ose dire) auprès de certains courants chrétiens et catholiques. D'abord, il s'agit d'une tentative de « contrer » la prolifération des prérogatives étatiques dans la mesure où elles concurrencent dangereusement celles de Sa Sainteté et des Eglises. (Il n'est, bien entendu, pas question de fédéraliser l'appareil hiérarchique de la religion elle-même). Ensuite, les chrétiens remarquent de plus en plus que la liquidation de l'esprit communautaire médiéval a coïncidé avec le déclin du sentiment religieux. Pour eux, la négation relative du centralisme politique et économique est alors une tentative utopique de reconstituer ce « esprit communautaire » qui permettrait soi-disant au sentiment religieux profond de s'enraciner de nouveau.

A partir de ces courants, on peut imaginer toutes les combinaisons possibles et imaginables, et elles se produisent !

En fait, tous ces gens-là, si sympathiques que soient certains, ont ceci de commun qu'ils ne lient pas le Fédéralisme au problème de la gestion ouvrière et paysanne, intégrale, antibureaucratique, de la production par les travailleurs. Leur fédéralisme est un fédéralisme **juridique**, c'est-à-dire ou bien dénué de véritable contenu social, et purement utopique, ou bien voilant comme chez M. Churchill des intérêts qui n'osent pas dire leur nom.

Clarifier le problème du Fédéralisme, c'est se refuser à en parler sans insister sur le problème de la gestion directe. La gestion ne peut être authentique, antibureaucratique, qu'organisée sous la forme d'un fédéralisme coopératif des entreprises productives. Sinon, et même si les ouvriers gèrent à l'intérieur de l'entreprise, ils ne tarderont pas, comme ce fut le cas en Russie après octobre, à être chassés de leurs postes gestionnaires par les bureaucrates de la coordination économique parlant au nom de soi-disant « nécessités productives ». Donc, la gestion ouvrière n'a de sens que fédérative. Malheureusement, le Fédéralisme, lui, a bien d'autres sens que celui de la gestion ouvrière. Il peut être aussi bien un paravent de la bourgeoisie que de la bureaucratie, un paravent de l'exploitation. Il faut savoir le dénoncer.

René MICHEL.

Solidarité à l'Espagne

(*Suite de la première page*)

libre peut et doit rendre efficace l'effort des organisations révolutionnaires en Espagne.

ROSENDO COSTA A PARIS

Après les étapes de Caussade, Cahors, Frayssinet et Soulain, Rosendo Costa atteignait Brive-la-Gaillarde, où plus de 500 travailleurs avaient préparé son accueil. Une magnifique assemblée populaire eut lieu avenue des Alliés et place de Thiers.

De même les populations de Tulle, Bourganeuf, Guéret, La Châtre, Châteauroux, Vierzon et Lamotte-Beuvron firent la preuve, en manifestant leur sympathie à Rosendo Costa, que la solidarité entre les peuples sait encore éveiller des échos dans le cœur des travailleurs.

FRANCO PENDU A BANYULS !

BANYULS. — Une effigie du « monarque Franco », placée sur une bicyclette, escortée de jeunes, au son de clairons, et encadrée de pancarte : « Libérez les antifascistes espagnols ! », « A bas Franco, le bourreau de l'Espagne ! », « Solidarité avec les grévistes de Barcelone ! », etc., a parcouru la localité. Franco fut jugé par les jeunes, au Puig-del-Mas, face à l'Espagne, devant la population unanime, et la sentence demandée fut : « PANGAT Y CREMAT » (pendu et brûlé », ce que les jeunes firent sur la plage, en un grand feu de joie, parmi les chants de la jeunesse et de la ronde de la paix.

Les échos de cette commémoration franchirent la frontière ; les lutteurs de Barcelone l'ont appris et se sentent soutenus dans leur lutte, tel nous l'ont transmis les marins espagnols faisant le transport de fruits et légumes de Barcelone à Port-Vendres.

L'ECRAN ET LA VIE — La taverne de New-Orléans

OUBLI DU JAZZ

En 1860 la ville de la New Orléans venait de naître.

La loi du plus fort y était la seule loi.

L'action se déroule entre un armateur, un aventurier et une femme de chambre Léa, qui jouera cyniquement et audacieusement avec l'amour pour s'élever rapidement dans la hiérarchie sociale.

Ce film aurait pu être un vrai reflet de la société, une vraie peinture de New Orléans à cette époque avec tout ce qu'il y avait de palpitant, de vie, de sentiments humains, de vrai crasse, de sang, de sueur et d'alcool. En un mot, de New Orléans. Tout cela n'a pu être exprimé car présenter Léa comme une révoltée sociale, qui au passage soulèverait courageusement le problème racial, c'est s'engager sur un terrain glissant. Le cinéma et la censure américaine à l'image de ses maîtres capitalistes n'aime pas les révoltés. C'est pour cela que tout ce qui aurait pu être fait « avec le ventre » avec originalité a été écarté. Oté cela, il ne reste qu'un joli décor qui semble être construit pour le Châtelet.

Avec un pareil titre et Micheline Presle, on espérait mieux, d'autant que nous sommes de ceux qui savent que c'est à New Orléans que naquit le jazz.

CENDRILLON

Walt Disney présente un conte de Perrault d'une manière attachante.

Il a su poétiser tout le merveilleux de cette légende et établir un dialogue entre des personnages du récit et les spectateurs 1951.

Il y réussit pleinement surtout dans les passages qui touchent à l'irréel.

Les gags malicieux et irrésistibles contribuent à l'attrait et au charme de cette soirée. Il est évident que des marionnettes ne peuvent traduire tous les sentiments humains. Une marionnette ne peut donner que ce qu'elle a.

A l'époque où la folie et la misère sont reines, où les taudis et les canons remplacent les logements et un vrai socialisme, ce film réussit à nous faire rêver et à nous émouvoir, c'est encore quelque chose.

EST.

MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN

(Section Algérienne déclarée sous le n° 4189)

Demande de renseignements, envoie d'informations et documentation pour la rubrique Nord-Africaine du « Libertaire », écrire à M.L.N.A., 6, rue du Roussillon, Alger.

LE MENSONGE D'ULYSSE NE SERA PAS DÉTRUIT

Paul RASSINIER, en nous remerciant pour notre soutien, nous informe que les trois organisations de Résistance qui avaient engagé des poursuites contre lui, viennent d'être déboutées et condamnées aux dépens de la procédure, au tribunal de Bourg-en-Bresse.

Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Le Mensonge d'Ulysse (1) a **donc droit de cité.**

LE LIBERTAIRE.

(1) La première édition étant épuisée, vous pouvez dès maintenant retenir votre exemplaire de la seconde, au « Libertaire » ou chez l'auteur, à Mâcon. Franco : 400 francs.

CARNET INTERNATIONAL D'UN ANARCHISTE

LA BÊTISE au front de taureau

(Ces nouvelles ne sont pas toutes nouvelles, mais la bêtise est de tous les temps comme de toutes les nations.)

GUIGNOLS SANS GUIGNOL

Un congrès de montreurs de marionnettes de la zone Est a eu lieu cette année à Berlin, rapporte le « Daily Telegraph », du 17-1-1951.

« M. Obrazzov, une autorité russe en la matière, a causé quelque consternation en annonçant que Guignol avait été supprimé dans les guignols soviétiques.

« Une analyse approfondie aurait révélé que Guignol était un « élément anarchiste ».

OBSCÉNITE DE LA SCIENCE

Les magistrats de Blackpool, station anglaise de bains de mer, ont fait saisir et détruire par le bras séculier quinze volumes de caractère médical et scientifique mis en vente chez un libraire de la ville. Il semble qu'un titre leur avait paru profanateur : « Encyclopédie des connaissances sexologiques ».

Le libraire, ahuri, fut poursuivi pour outrages aux mœurs.

La Société pour l'Education sexuelle, réunie le 15 janvier dernier, à Londres, a protesté contre ces méthodes d'un autre âge.

LA « PUDEUR SOCIALISTE » EN RUSSIE

« La coéducation des garçons et des filles de plus de six ans doit être évitée », déclare le manuel officiel russe de E.-A. Arkin, pour l'éducation pré-scolaire dont la traduction vient de paraître à Londres. « La coéducation est contraire à la pudeur socialiste ». L'auteur s'en explique en disant qu'elle peut créer entre garçons et filles d'âge scolaire des « affections stériles quant à l'intérêt général et qui les détournerait du service de la collectivité vers des satisfactions égoïstes ».

La masturbation enfantine est réprouvée par Arkin pour la même raison — non pas qu'elle soit dangereuse pour la santé, comme on l'a cru au dix-neuvième siècle — mais elle est jugée « isolante » et, comme telle, « antisociale ».

Serait-ce violer la « pudeur socialiste » de notre ingénieur d'âmes que de lui faire comprendre qu'il laisse à l'exubérante sexualité adolescente une seule issue : l'homosexualité massive, fleur des prisons, des couvents, des séminaires et des casernes ?

DE STALINE A LA SAINTE VIERGE

« J'ai entendu ma voix qui disait : « Il est dix heures moins cinq et je ne crois pas encore en Dieu comme en une vivante réalité. Dans cinq minutes, à dix heures juste, je dois commencer à agir et à penser comme s'il y avait vraiment un Dieu ».

Ainsi s'exprime M. Douglas Hyde, ex-rédacteur en chef du « Daily Worker » (quotidien stalinien), qui raconte dans son livre « I believed » (J'ai cru), comment il abjura la foi communiste pour se rallier à la foi catholique.

C'est devant l'autel de la Vierge que le miracle s'accomplit et que le camarade Hyde, devenu Frère Jekyll, put enfin prier. « Mon cierge flamboyait et crachottait, se raccourcissant de plus en plus. Mais les mots ne me venaient pas. Enfin, ils vinrent... C'étaient les mots d'un refrain de danse des années vingt, tels que les scandait un disque de gramophone que j'avais acheté jeune homme :

O sweet and lovely lady be good
O lady be good
To me !

**(O douce et jolie Madame, soyez bonne,
Madame soyez bonne,
Pour moi !)**

Les voies du Seigneur sont impénétrables, mais rag-time et communisme mènent à tout, pourvu que l'on on sorte !

A. P.

SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

PHOTOS (Cartes postales)

Sébastien FAURE (Portrait d'art), 35 fr (50 fr.). — **Pierre KROPOTKINE**, 20 fr. (35 fr.). — **Camille BERNERI**, 25 fr. (40 fr.).

PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

L'homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 30 fr. (40 fr.). — **R.H. HUXLEY** : Du singe à l'homme, 180 fr. (210 fr.). — **G. MATISSE** : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.). — **A. DODEL** : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — **J. LAMARCK** : Philosophie zoologique, 180 fr. (225 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.). — **F. PLANCHE** : Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.) ; Pierre Kropotkine, sa vie, 210 fr. (240 fr.); Durolle, la vie des coutelliers, 150 fr. (180 fr.). — **L. LECOIN** : De prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — **SAINTE-BEUVE** : Vie de J.-P. Proudhon, 270 fr. (300 fr.). — **Jules VALLES** : L'enfant, 150 fr. (180 fr.) : Le bachelier (150 fr. (180 fr.) ; L'insurgé, 125 fr. (155 fr.). — **G. LACAZE-DUTHIERS** : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr); Sous le sceptre d'Anastasie, 250 fr. (280 fr.). — **A. KOESTLER, I. SILONE, R. WRIGHT, A. CIDE, L. FISCHER, S. SPENDER** : Le dieu des ténèbres, 480 fr. (525 fr.). — **KAMINSKI** : Bakounine, la vie d'un révolutionnaire. 300 fr. (345 fr.).

SYNDICALISME

JEAN-JACQUES: Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.). — **J. RENNES** : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — **XXX**: Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — **P. BESNARD**: L'éthique du syndicalisme, 75 fr. (105 francs). — **F. PELLOUTIER**: Histoire des francs); Le mond enouveau, 140 fr. (170 bourses du travail, 270 fr. (300 fr.). — **E. ROTOT**: Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — **F. A.**: Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — **V. GRIFFUELHES** : Le syndicalisme révolutionnaire, 15 francs (25 francs). — **G. YVETOT** : l'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fé.). — L eSyndicalisme et le Problème paysan, 20 fr. (30 fr.). — **Paul CAMUS** : Problème des salaires, Pierre Besnard, 10 fr. (20 fr.).

CINEMA

Drs P. THEVENARD ET G. YASSEL : Le Cinéma scientifique, 600fr. (645 fr.). — **P. LEPROHON** : Charlie Chaplin, 250 fr. (280 fr.). — L'exotisme et le cinéma, 350 fr. (395 fr.). — **G. CHARENSOL** : Panorama du Cinéma, 250 fr. (280 fr.). — **EPSTEIN** : Le Cinéma du Diable, 175 fr. (205 fr.), L'Intelligence du Cinéma, 150 fr. (180 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir au C.C.P. E. Guellimeur, 145, quai de Valmy, Paris (X°). C.C.P. 5072-44.

HISTOIRE MONDIALE DE L'ANARCHISME

Documentation recueillie, présentée et commentée par LOUIS LOUVET

Fascicules trimestriels
de 128 pages in-8° coquille

Tome premier :

ORIGINES DE LA PENSEE ET DE L'ACTION LIBERTAIRES
I. — AUX SOURCES DE L'ANARCHIE

L'exemplaire, franco..... 155 fr.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

LES PARTIS et l'action ouvrière

APRES l'aigre Congrès M. R. P., voici les Congrès C. F. T. C. et S. F. I. O. Pas de surprises. Le réformiste Bouladoux est maintenu à la C.F.T.C. ; la S. F. I. O. continue dans la voie qu'elle s'était tracée. Les Politiciens continuent à « faire » de la politique.

Face à cela, la C. G. T. a beau jeu de se montrer, en paroles et en écrits, très combative. L'Union syndicale C. G. T. de la région parisienne vient de lancer, le 15 mai, un appel électoral très habile, en ce qu'il dénonce effectivement une fraction des fautifs de la misère sociale. On peut y lire, par exemple :

Asphyxié ou liquidé de nombreuses industries et jeté à la rue des milliers de travailleurs, en particulier dans l'aéronautique et le cinéma.

Abandonné les travaux de paix au profit des fabrications de guerre. « Des canons, des chars, au lieu d'hôpitaux, de crèches, d'écoles, de logements. »

Tout le monde n'y perd pas, **ajoute le document qui précise :**

Pour 380 sociétés, les profits passent de 1947 à 1949, de 12 milliards 302 millions à 38 milliards 615 millions, 212 p. 100 d'augmentation pour les capitalistes, alors que le pouvoir d'achat des salaires baissait de 28 p. 100.

Ils ont les mains rouges du sang ouvrier : 13 travailleurs ont été assassinés par la police — 2 par les nervis R. P. F. — des milliers de blessés, 3.500 poursuivis, 1.200 condamnations, 4.000 sanctions administratives. Tel était à fin 1950 le bilan du sinistre Moch et de ses acolytes, au moment même où ils rendaient la liberté aux traîtres et aux collabos.

Ils ont mis 17 fr. de taxe sur 1 litre de vin, 43 fr. sur 1 litre d'huile, 70 fr. pour 1 kilo de café, 47 fr. 50 pour 1 kilo de mouton.

Quand la ménagère dépense 1.000 fr. au marché, le gouvernement lui vole 400 fr. par ses taxes indirectes. Et à cela viennent s'ajouter les impôts directs.

Montrant comment, à l'exemple de Goering, les gouvernants veulent remplacer le beurre par des canons, le budget de guerre a triplé, passant de 205 milliards en 1947 à 795 milliards en 1951.

De Gaulle, c'est le fascisme, **précise l'appel.**

De Gaulle, c'est l'interdiction de tous les syndicats libres et indépendants.

C'est la transformation des syndicats en organismes dirigés comme en Espagne, où il faut quatre heures de travail pour un kilo de pain, par des individus désignés par la police.

C'est l'étouffement des libertés démocratiques, des droits de grève, de manifestation, de réunion.

C'est l'abolition des conquêtes sociales.

L' « Association capital-travail » préconisée par de Gaulle n'est pas autre chose qu'une réédition de la Charte du Travail de Pétain et du phalangisme de Franco.

Quoi d'électoral en cela ? Tout simplement le fait que l'U. S. ne dénonce pas les saboteurs de l'action revendicative que sont les cadres syndicaux C. G. T. de la Métallurgie, les Lunet et autres Linet. Tout simplement parce que l'on ajoute, AU LIEU D'APPELER AU COMBAT REVENDICATIF, AU COMBAT DE CLASSE, AU COMBAT REVOLUTIONNAIRE :

FAITES DE LA CAMPAGNE ELECTORALE UN GRAND COMBAT POUR LE PAIN, LA LIBERTE ET LA PAIX, EN VOTANT !

S. NINN.

REVENDIQUER LE DROIT A LA VIE

c'est combattre l'Etat !

L'acte de décès de l'Assemblée Nationale actuelle a été fixé au 4 juillet. En conséquence, la campagne électorale va battre son plein à partir du 28 mai. En quoi les tripatouillages de la S.F.I.O. avec certains éléments de la droite classique, le confusionnisme radical avec le R.P.F. hâbleur et verbal, et aussi les combinaisons et les entretiens qui occupent fiévreusement les derniers jours de la bataille vont-ils changer quoi que ce soit à la dure condition ouvrière actuelle ?

MASCARADE ET DROIT A LA VIE

Défendre la République contre de Gaulle et les Staliniens sera le mot d'ordre de la coalition gouvernementale actuelle, tandis que le maniaque de la gloire historique répétera ses arguments d'Etat fort, d'armée puissante, de corporatisme qui devient rengaine et de mille autres inepties comme celle consistant à assurer de hauts salaires aux ouvriers, de gros profits capitalistes aux industriels, une fiscalité aisée à l'Etat, des loyers élevés pour les propriétaires et bas pour les locataires. Les staliniens, eux, attendent beaucoup plus le moment où l'armée soviétique leur assurera le pouvoir que des sièges nouveaux dans la nouvelle assemblée, leur puissance électorale étant annulée par des décrets de politique internationale.

Les travailleurs savent pourtant d'instinct que ce qui doit les préoccuper, c'est beaucoup plus la manière de s'y prendre pour créer un mécanisme transformant la distribution des richesses que l'efficacité des futurs titulaires de portefeuille en faveur des vieux travailleurs qui crèvent de faim et de l'ensemble de la population active qui, progressivement, voit s'amenuiser son pouvoir d'achat. C'est curieux comme à chaque fin de législature, on reparle de justice sociale, mais il est vrai que la justice sociale, comme la liberté et le bien-être, n'est dans la bouche des affamés du pouvoir qu'une arme supplémentaire pour « contrer » la concurrence.

FROMAGISME ET IMPOSTURE

Que demandent-ils, en somme, aux travailleurs ?

Remplir les urnes parce que c'est de ce remplissage que dépend le remplissage de la future Assemblée, et en conséquence, la remise en marche de la production législative qui resserre autour de chacun les mailles du filet de l'étatisme capitaliste tout puissant.

Les travailleurs sentent maintenant que le problème se situe pour eux sur un autre plan, c'est-à-dire que la lutte pour les salaires, la lutte pour l'échelle mobile, la lutte contre les zones de salaires représente pour eux un programme d'action autrement plus réaliste et efficace que toutes les vieilleries électoralistes qui sentent le fromagisme et la volonté de faire une fin.

Les travailleurs paient aujourd'hui les 795 milliards de dépenses militaires, le stockage des matières stratégiques, les investissements en vue d'équiper l'industrie lourde de guerre par la dégradation continuelle de leur pouvoir d'achat.

Les événements internationaux facilitent ces opérations, car il est toujours facile de prouver que celui d'en face étant armé jusqu'aux dents, il faut faire plus que lui pour le décourager de l'agression.

Les statisticiens parlent d'augmentation de la production. En quoi les travailleurs se sont-ils aperçus de cette augmentation sur leurs conditions de vie ?

Ont-ils pu s'acheter plus de produits agricoles au début de 1951 qu'au cours de 1950 ?

Et ce qui est grave, c'est que les conditions de vie sont dures actuellement ! Que seront-elles lorsque les programmes d'armement seront en pleine exécution et que de nombreux ouvriers seront transférés dans les secteurs d'où des millions d'heures de travail serviront à construire des tanks, des bombardiers, des cuirassés, des routes stratégiques, des casernes et non pas à fabriquer des casseroles, des cuisiniers, des meubles et non pas à construire des maisons, des écoles, des hôpitaux, etc.

Le stockage des métaux non ferreux n'est pas une coïncidence...

Les dirigeants escomptent sur l'extrême résignation, sur l'extrême patience des masses laborieuses, car de nouveaux cycles de hausse des prix, de fiscalité écrasante sont en perspective : seuls moyens pour trouver les sommes fabuleuses que le département militaire réclame.

L'EFFORT OUVRIER

Les travailleurs pressentent, dans ces conditions, de nouvelles luttes très dures, non seulement pour le pain, mais aussi pour la liberté, car la politique de régression sociale qui s'intègre dans la politique de préparatifs militaires a pour but, à la fois d'amputer une part importante du fonds des salaires réels pour financer la contribution au carnage et à créer un dispositif de répression très étendu. A ce sujet, la répression antistalinienne sera le prétexte rêvé pour décapiter le mouvement ouvrier de ses militants idéalistes et antitotalitaires.

La lutte pour le salaire malgré le cercle vicieux est donc l'objectif n° 1, car cette lutte détermine des failles dans le système économique et administratif de l'Etat-roi et de ses satellites capitalistes.

La lutte pour l'échelle mobile malgré les « risques » d'inflation constitue une garantie de pouvoir d'achat minimum. La lutte pour la suppression des zones de salaires tend à accentuer la solidarité ouvrière entre Paris et la province.

La lutte pour la représentation plus étendue du personnel dans les entreprises crée un climat de responsabilité gestionnaire permettant aux travailleurs manuels et intellectuels de se familiariser avec les problèmes d'une gestion progressivement directe, anticapitaliste et antiétatique.

Les travailleurs apprennent actuellement à leurs dépens que le seul moyen d'en finir avec la misère, et la guerre, c'est de s'élever au-dessus des hommes-providence, au-dessus des religions de petit jeu et de fils du peuple, c'est de comprendre que tout peut être différent s'ils le veulent; c'est de prendre conscience de leur force et de leur unité nécessaire; c'est de réfléchir aux moyens que donnent la coopération, la solidarité, l'esprit de classe pour continuer la lutte quotidienne très difficile qui reste l'ultime pouvoir de dissoudre les forces sociales dominatrices et militaristes. Et cela, pour cicatriser les blessures sociales et humaniser par le communisme libre.

J. THIERRY.

Notre échelle mobile

NON, l'échelle mobile n'est pas une arme à deux tranchants. C'est son application sur la base des salaires actuels qui est néfaste. C'est le pouvoir d'achat de fin 1936 qui doit servir de base pour son application.

Même le pouvoir d'achat de 1938 est mauvais, car il avait déjà diminué, subissant l'augmentation du coût de la vie, ce qui n'aurait pas pu se produire si l'échelle mobile des salaires avait été appliquée en même temps, le pouvoir d'achat étant le

rapport : $\frac{\text{Salaire}}{\text{Prix (coût de la vie)}}$

L'exemple sommaire suivant explique le jeu de ce rapport :

En 1936, le beurre coûtait 12 fr. le kilo; aujourd'hui, il coûte 660 fr., soit 55 fois plus; le vin, lui, coûtait 2 francs le litre; celui de même qualité vaut 75 fr., soit 38 fois plus; les chaussures, elles sont 40 fois plus chères et la viande, le charbon, le loyer, les meubles ont augmenté dans les mêmes proportions.

Si l'on additionne les coefficients 55+38+40, on obtient le total de 133, qui, divisé par le nombre d'articles, donne (133 : 3) = 44, ce qui fournit un indice moyen de 44 fois plus.

Pour réévaluer honnêtement dans les mêmes proportions le salaire actuel, en rapport avec le salaire moyen de 1936 qui était d'environ 50 francs par jour, il faudrait donc 50×44=2.200 francs par jour pour le salaire moyen et pour 40 heures par semaine.

Cela est facile à contrôler et indiscutable, en prenant pour établir un coefficient exact toutes les marchandises et articles usuels et indispensables, sans se soucier des indices officiel, qui sont tous faux par le choix des marchandises et articles qui servent à les établir.

L'impôt sur le revenu actuel, qui est appliqué maintenant à tous et dont le taux est encore plus élevé que celui du pouvoir d'achat, est encore plus désavantageux que l'impôt sur les salaires existant en 1936; là aussi il y a beaucoup à dire et à faire.

L'échelle mobile ne peut pas, non plus, empêcher d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, car malgré son application il y aura toujours plus de chômeurs par les conséquences du machinisme et du progrès, qui malheureusement ne sert que les profiteurs et non les consommateurs; mais il reste toujours possible de revendiquer la semaine de 35 ou 30 heures de travail, pour le même salaire total, comme cela a été fait à l'application de la loi des 40 heures, pour compenser les effets du chômage, du machinisme et du progrès qui actuellement n'ont toujours servi que les profiteurs industriels et commerçants.

L'échelle mobile est donc possible sans danger pour les travailleurs, mais à condition que les salaires soient établis sur le meilleur pouvoir d'achat obtenu par la classe ouvrière.

Il faut faire comprendre à tous sans exception que le pouvoir d'achat étant rétabli sur celui de fin 1936, avec l'échelle mobile des salaires, le coût de la vie n'aura plus aucun intérêt à augmenter, au contraire, la concurrence des prix deviendra possible et cela à l'avantage de tous, par la baisse des prix qu'elle engendrera, ce qui augmentera le pouvoir d'achat par le plus grand débit des marchandises qui en résultera, même avec le jeu de l'échelle mobile, à l'inverse de ce qui se passe actuellement.

Qui donc peut nier ces arguments?

Personne, tellement ils sont simples, vrais et contrôlables par tous, quelle que soit la capacité intellectuelle.

Il faut se rappeler la vie de 1936 et la comparer à celle d'aujourd'hui: combien nous étions plus heureux, aussi bien ceux de la base que les cadres, par un pouvoir d'achat nous permettant de vivre plus aisément, des loisirs et aussi de bonnes vacances.

A bas toutes les primes trompeuses :

Vivent l'échelle mobile des salaires, basée sur le pouvoir d'achat fin 1936 et les 40 heures effectives pour commencer.

S. M.

DANS LES CUIRS ET PEAUX

L'ÉCHELLE MOBILE

Un accord national des salaires vient d'être signé entre les Fédérations des cuirs et peaux de la C.G.T. et de la C.F.T.C. et la Fédération des syndicats des artisans-maitres de la chaussure.

Cet accord fixe les salaires minima garantis aux taux suivants :

Dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, pour les coefficients 100, 115, 132, 155 et 170, les salaires sont respectivement de 105, 115, 120, 134,85 et 147,90.

Dans tous les autres départements, pour les coefficients 100, 115, 132, 155 et 170, les salaires sont de 87, 100, 114,80, 134,85 et 147,90.

Ce même accord contient une clause d'échelle mobile, basée sur le budget-type de la Fonction publique.

Elle prévoit la constitution de commissions départementales ou locales, pour vérifier les fluctuations du coût de la vie.

Ces commissions se réuniront les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre.

LE PARTI FASCISTE

Suite de la 1re page

Il est bien évident que, ce qui pouvait symboliser la justesse en 1930, peut être évincé de nos jours. C'est tout le drame de la politique stalinienne, qui « condense » de plus en plus les effectifs du P.C.F. et des mouvements cryptos.

Cependant, les désertions retentissantes, les schismes, les velléités d indépendance, ne sont pas des tares du seul présent. A chacun des grands tournants de la stratégie soviétique, des travailleurs, des militants, des responsables, des députés, des ministres meme, se sont désolidarisés d'avec le Kremlin, et ont jeté leur carte aux orties. Certains d'ailleurs, pour tomber, tel Doriot, de mal en pis (dans la mesure où, pour autant, qu'il s'agisse de Staline ou puisse faire une distinction entre le pire et le moindre).

Certes, selon les membres du bureau politique, il ne peut s'agir dans de tels cas, que de flics, de mouchards ou d'espions, qui à la solde de l'étranger, qui soudoyés par le ministère de l'Intérieur. Déjà, en 1950, Maurice Thorez, dans son rapport au Congrès, en appelait en ces termes, à la vigilance « révolutionnaire » : « *Pourtant les militants, les organisations du Parti son loin de toujours opposer une barrière infranchissable à ces tentatives de pénétration policière... Le respect des principes du centralisme démocratique, le contrôle d'en bas, la pratique constante de la critique et de l'auto-critique, la vérification de chacun dans le travail, peuvent permettre d'écarter rapidement les brebis galeuses qui essayeraient de se faufiler dans le Parti. Au cours de la période écoulée, le Comité Central a dû rappeler les militants de quelques Fédérations — dans l'Aisne, l'Aube, le Morbihan, la Somme notamment — au respect des principes du centralisme démocratique (c'est-à-dire soumission totale N.D.L.R.). Nous avons dû rappeler les notions élémentaires sur l'organisation et les méthodes d'un parti communiste...* » Et commentant l'affaire de Longueau, Thorez poursuivit : « *La crise fut salutaire, elle permit de faire progresser les membres du Parti et les organisations dans la voie du Parti. L'Unité du Parti, dans la Somme, fut consolidée. L'ennemi dû déchanter.* »

Puis le Secrétaire général concluait sur l'urgence de « rééduquer » les anciens et d' « éduquer » les nouveaux cas : « *Les débats à la Conférence de Section de Longueau et à la Conférence Fédérale de la Somme, firent apparaître les survivances de l'anarcho-syndicalisme qui domina autrefois dans ce département...* »

Que Thorez, Lecœur et Guyot insultent et calomnient ceux qui se refusent à se plier aux ukases du Kremlin, cela est à la hauteur de leur niveau mental. Mais cette attitude ne constitue ni une réponse, ni un remède.

En vérité, il est trop aisé de fuir le vrai problème en prétendant, comme l'on vient de le faire, que les velléitaires de Lourches sont à la solde de Thomas. Quand bien même cela serait vrai pour les dirigeants, il n'en reste pas moins que de nombreux travailleurs prennent le parti de la scission et sont prêts à abandonner, tel leurs camarades italiens, le Kominform pour un « communisme national » qui serait d'ailleurs, précisons-le, une illusion supplémentaire, et bien peu en rapport avec les survivances de l'anarcho-syndicalisme du prolétariat des mines, contre lesquelles le Fils du peuple partait en guerre. Car les promoteurs du mouvement communiste français se défendent bien d'être des « anti-communistes » et ne renient en rien les méthodes parlementaristes des leaders du P.C.F., méthodes qui ne pourraient satisfaire la volonté d'action directe des travailleurs du Nord.

La crise subsiste donc à l'état larvé, dans toutes les Fédérations du P.C.F. (1). Elle impose au Comité Central des solutions difficilement conciliables avec les instructions du Kremlin. En effet, aussi paradoxal que cela puisse sembler, à l'heure où la classe ouvrière réclame de ses dirigeants des transformations radicales de la Société, où l'amélioration des conditions de vie nécessite une action vigoureuse contre l'Etat et le patronat, le P.C.F. remise dans ses tiroirs la revendication d'un gouvernement d'Union Démocratique, dont Thorez disait qu'elle était la revendication primordiale du Parti. Et ce n'est pas par hasard, si les staliniens français misent sur l'hostilité que les travailleurs vouent à « leur » gouvernement. Cette attitude permet aux postulants aux maroquins, de demeurer dans l'opposition et de prétendre que seul un gouvernement homogène communiste, sans compromission avec les partis bourgeois et marshallisés, pourrait prétendre améliorer le sort de la classe ouvrière et garantir la paix. Mais parallèlement, le P.C.F. prend garde de ne pas heurter les pouvoirs publics, abandonne ses mots d'ordre contre la « sale » guerre (action directe des dockers) et freine de tout son poids le déclenchement des grèves.

Nous pouvons discerner dans cette politique, les prémices d'une collaboration plus étroite — après les élections — avec les autres partis gouvernementaux. Le camarade Togliatti, qui n'est pas, pour l'immédiat, préoccupé par les soucis électoraux, a déjà fait les premiers pas auprès du gouvernement De Gasperi, proposant de retirer le P.C.I. de l'opposition, si le gouvernement italien demeure indépendant des Etats-Unis.

Ainsi donc, pour satisfaire la politique de Staline, Togliatti est amené s'allier avec le patronat, et à abandonner les revendications des travailleurs.

A son tour, le P.C.F. prépare la même trahison. Ce n'est pas la création de groupuscules qui mettront son existence en danger, mais le renforcement des organisations révolutionnaires. La FEDERATION ANARCHISTE, avec ses méthodes d'action, ses forces grandissantes et son dévouement constant à la classe ouvrière reste la seule solution. Pendant que les staliniens offrent des fleurs à Jeanne d'Arc, les anarchistes, eux, manifestent devant l'Ambassade de Franco. Où sont les défenseurs des travailleurs ?

Joë LANEN.

(1) Et à l'intérieur de la C.G.T. sur une plus grande échelle.

L'abondance des matières nous contraint à reporter le « Combat ouvrier et paysan ».

LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Qui veut «nationaliser» l'Ecole ?

ON a beaucoup parlé, dans les journaux, ces temps derniers de la « nationalisation » de l'enseignement. Le commun des mortels croyait que cela existait déjà. Eh bien non, il y a des nuances... On parle de cette nationalisation depuis fort longtemps d'ailleurs, en 1928, au Congrès de Marseille, la Ligue de l'Enseignement, en accord avec le S.N.I., la préconisait et l'idée fut reprise en 1945. De quoi s'agit-il ?

Il s'agit simplement pour les organisations laïques de faire disparaître l'enseignement dit libre et pour les organisations cléricales d'obtenir des crédits en faveur des écoles libres d'une manière détournée.

Et voici, d'après la ligue de l'enseignement libre et le S.N.I. ce que sera l'école nationale :

« L'école nationale laïque doit recevoir tous les enfants de France et les élever *indépendamment de tout dogme, de toute doctrine d'Etat, dans l'amour de la liberté, dans le respect des vérités scientifiques, dans le culte de la fraternité.* »

La bonne marche de cette école sera assurée par des représentants de l'Administration des enseignants et des parents d'élèves.

Au début on acceptera dans les écoles nationales l'ancien personnel des écoles libres (nous n'insisterons pas sur le danger que comporte une telle assimilation) par la suite tous les maîtres devront passer par les Ecoles Normales.

Un tel projet n'apporte pas d'améliorations au régime scolaire actuel. Tous les éducateurs savent bien que l'enseignement qu'on donne dans les écoles d'un Etat quel qu'il soit a pour but de former les futurs serviteurs du régime.

Un Etat fasciste donne un enseignement fasciste ; un Etat communiste donne un enseignement communiste ; une IIIe République donne un enseignedent dans le style IIIe République, etc... Ceux qui marchent à contre-courant risquent, tôt ou tard, d'être révoqués, emprisonnés ou purement et simplement fusillés (voir l'exemple magnifique de notre camarade espagnol Francisco Ferrer).

Cela est valable d'autant plus quand l'enseignement est « nationalisé ».

Inutile de se gargariser de belles phrases dans le genre de celles qui sont citées plus haut !

Inutile aussi de nous faire croire à la possibilité de cette gestion tripartite parents-éducateurs-Etat. C'est l'Etat qui détient l'argent, si vous ne marchez pas dans sa ligne, si vous ne mettez pas vos œillères une fois pour toutes vous n'aurez pas d'argent et sans argent que voulez-vous faire, braves gens (1) qui préconisez l'école nationale ?

Nous croyons pourtant que l'enseignement peut être donné « indépendamment de tout dogme, de toute doctrine d'Etat, dans l'amour de la liberté, dans le culte de la fraternité », dans le cadre du fédéralisme libertaire. Voici d'ailleurs, à titre indicatif, comment nous pouvons envisager l'organisation de l'enseignement en pareil cas :

1° Des Commissions locales, régionales et autres feront connaître les besoins des populations et étudieront les possibilités matérielles de gestion :

a) Daus le cadre de la commune, un conseil composé de délégués du corps enseignant, des parents et anciens élèves, du corps médical et de représentants communaux s'occupera du soin des enfants, des locaux, du matériel scolaire et soumettra les suggestions à la Fédération régionale ;

b) Dans le cadre de la région, un conseil composé d'une façon analogue au conseil communal s'occupera du matériel, des locaux, des enseignements du ressort de la région (technique, secondaire, universités, instituts, orientation professionnelle, anormaux, échanges d'élèves entre régions, etc...);

c) Un « conseil interrégional de l'enseignement » embrassera tout le territoire et prendra à sa charge les universités et les échanges intellectuels et artistiques d'enfants et d'étudiants entre les diverses régions et les divers pays.

2) Les organisations (correspondant aux coopératives de production) des membres de l'enseignement fédérées en une Fédération de l'Enseignement s'occuperont de la partie « technique »: programmes, méthodes, éditions, préparation des maîtres, organisation du travail (2).

Il s'agit là, bien entendu, d'un projet qui doit être discuté et modifié s'il y a lieu.

Quant à la nationalisation, nous ne croyons pas à son efficacité, elle n'apportera rien de neuf, elle est un danger.

Michel MALA.

(Voir page 2 les débats à l'Assemblée).

(1) Parmi eux se trouvent M. Lecourt (M.R.P.), Mg. Blanchet, le bâtonnier Laguette, président « du Comité d'action pour la liberté scolaire », M. Roger Millot président international de Pax Romana. Il est évident que ces gens se proposent de faire accorder sous une forme ou sous une autre des crédits aux écoles dites libres.

(2) Les anarchistes et le problème social, pp. 27 et 28. (En vente).

Pour tout ce qui concerne l'enseignement, écrire :

Commission de liaison des Educateurs libertaires, 145, quai de Valmy, Paris (10e).

EN PAYS MINIER

Grèves dans le bassin de Provence

Les 1.500 travailleurs des mines d'or de Salsigne (Aude) se sont mis en grève le 10 mai. Dans l'unité complète, C.G.T., C.F.T.C., F.O. et inorganisés, une délégation s'est rendue à Carcassonne où le préfet, pour tout argument, les a fait recevoir par les C.R.S.

Les mineurs ont répondu comme il se doit aux violences de ces derniers. Les trois Unions départementales, C.G.T., C.F.T.C. et F.O., organisent en commun un meeting de protestation à Carcassonne.

Depuis le 10 mai également, les 2.000 mineurs des puits Valdonne et Meyreuil, dans les Bouches-du-Rhône, ainsi que 1.500 mineurs du puits Biver, dans le même département, sont en grève. Dans ces trois puits, les grévistes réclament, avec l'application de l'article 12 du statut des mineurs, un certain nombre de revendications.

C'est ainsi 5.000 mineurs qui sont en grève.

REDACTION-ADMINISTRATION

Etienne Guilleman, 145, Quai de Valmy Paris-10e C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN: 750 FR. — 6 MOIS: 375 FR.

AUTRES PAYS
1 AN: 1.000 FR. — 6 MOIS: 500 FR.

Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant. 19, r. du Croissant, Paris-2e